

---

 Itinéraire intellectuel
 

---

Demba Moussa Démbélé (DMD) : **Bonjour Samir. On va commencer par ton parcours intellectuel, que tu as décrit dans ton livre intitulé « itinéraire intellectuel ».** Après avoir indiqué ton adhésion à l'analyse marxiste de la réalité sociale, tu fais la remarque suivante, je te cite : « *une question me préoccupait intellectuellement plus que toute autre : pourquoi l'histoire de l'expansion capitaliste est-elle celle de la polarisation à l'échelle mondiale ? Pourquoi dans cette expansion, il n'a pas au contraire tendu à réduire l'écart entre ces «centres développés» et ces « périphéries sous-développées».* **Donc, l'analyse de cette polarisation entre les Centres et les Périphéries, d'une part, et la recherche de réponses aux questions qui te préoccupaient, d'autre part, fondent toute ton analyse du capitalisme et tes critiques de l'analyse conventionnelle de ce système. Pourquoi ?**

Samir Amin (SA) : **Bonjour Demba Moussa et merci pour l'intérêt que tu portes à mes travaux et à moi-même personnellement. J'en suis très touché et très sensible à cet intérêt. Tu commences d'emblée effectivement par la grande question qui a été et qui continue à être ma préoccupation intellectuelle et politique majeure, celle de toute ma vie, je pourrais dire, du moins de ma vie d'adulte, c'est-à-dire la polarisation mondiale, le capitalisme mondialisé que j'appelle réellement existant, et pourquoi cette polarisation et éventuellement comment la dépasser.**

J'ai été un lecteur précoce de Marx. Je me sentais politiquement, moralement, même à l'époque de mon adolescence, proche du communisme. Je me déclarais même adolescent au Lycée, communiste, sans très bien savoir ce que ça pouvait dire. Mais ça voulait dire quand même quelque chose : une préoccupation sociale, une préoccupation de libération des êtres humains de toutes les formes de l'exploitation et de la misère. Quand je suis arrivé à Paris, un peu plus adulte, pour entrer à l'université, je me suis jeté dans la lecture de Marx. Et pas du Marx facile, du Marx le plus difficile, *Le Capital*.

Je crois que j'ai été un lecteur précoce mais également attentif. J'ai relu Marx et *Le Capital*, je le dis toujours, je le relis tous les vingt ans de ma vie. Je l'ai lu pour la première fois à l'âge de vingt ans, quarante, soixante et je suis en train de le relire à la veille de mes quatre-vingts ans. Evidemment, tous les vingt ans, cette lecture est un peu différente. Ce que l'on retient, ce que l'on note comme important n'est pas le même quand on a vingt ans et quand on en a quatre-vingts, évidemment. Mais je dirai que dès ma première lecture du *Capital*, comme étudiant à Paris à l'âge d'une vingtaine d'années, j'ai été à la fois convaincu de l'immense culture et de l'immense force de l'argumentation essentielle de Marx sur le capitalisme et sur les représentations du capitalisme dans son idéologie.

*Le Capital* porte comme sous-titre : *Critique de l'idéologie de l'économie politique*. Il ne s'agit pas de ce que l'on appelle généralement une critique, c'est-à-dire débusquer les erreurs de l'économie politique et la remplacer par une économie politique meilleure, sinon parfaite. Non, il s'agit pour Marx de faire apparaître l'économie politique comme étant une idéologie, comme étant la représentation que le monde du capital se fait de lui-même, de ses rapports aux travailleurs et de l'histoire de son rôle dans la société.

J'ai été extrêmement séduit par cette approche. Et c'est en cela que je pourrai dire, sans vantardise, que ma lecture a été une lecture précoce, mais aussi attentive. C'est-à-dire que je crois avoir saisi, et je n'ai jamais changé d'avis depuis, que l'essentiel dans Marx était là. C'est-à-dire dans sa démonstration que l'économie politique est la représentation idéologique qui convient au capitalisme. Que cette représentation idéologique a pour conséquence, je ne dirai pas pour fonction, mais pour conséquence, de

masquer l'essentiel, c'est-à-dire l'aliénation marchande.

On peut traduire cette découverte en une phrase simple. Le travailleur ne vend pas son travail, il vend sa force de travail, mais il croit vendre son travail. Le travailleur qui s'engage à travailler huit heures dans une journée pour un salaire de X francs vend en apparence huit heures de travail. En fait, il vend sa force de travail. Car ce qu'il produira en huit heures est une valeur largement supérieure à la quantité de travail nécessaire pour produire ce qu'il pourra consommer avec son salaire. Ça c'est essentiel, fondamental, et personne d'autre avant Marx ne l'avait dit, personne. C'est là le point essentiel, et personne après Marx n'est parvenu à démontrer que c'est sans importance, que cette découverte a été sans importance.

Je me suis formé par la lecture du *Capital* de Marx, complétée par des lectures beaucoup moins difficiles de ses œuvres politiques, concernant notamment la vie politique en France, la Révolution de 1848, le coup d'Etat de Napoléon III, la Commune de Paris de 1871, etc.

Mais, et c'est là qu'intervient cette question que tu poses concernant cette lecture. Quelle que fût ma conviction, mon enthousiasme, elle me laissait sur ma faim. Elle me laissait sur ma faim, car je me posais la question suivante : mais

pourquoi ce foutu capitalisme que Marx analyse si correctement, pourquoi ce foutu capitalisme est-il né en Europe et pas en Chine ou dans la région du Moyen- Orient arabe et musulman ?

Pourtant tous les historiens un peu dignes de ce nom et honnêtes reconnaissent que la civilisation n'a pas commencé par l'Europe. Pour moi, Egyptien en particulier, l'Egypte a une vieille histoire qui précède de millénaires la civilisation européenne. Et la Chine, c'est connu de tout le monde, n'est pas seulement le grand Empire du Milieu mais un Empire civilisé ancien. Pourquoi les sociétés d'Afrique et d'Asie, qui ont été visiblement en avance sur celles de l'Europe, n'ont- elles pas donné le capitalisme et pourquoi ce capitalisme est-il né en Europe ?

Je ne trouvais pas la réponse dans Marx. Même la lecture de *l'Origine de la Famille, de la Propriété et l'Etat* par Engels, qui est un livre magnifique, ne donne pas de réponse à cette question. Un peu plus tard, au début des années soixante, sont parus pour la première fois en français les fameux « Grundrisse » de Marx, c'est-à-dire les brouillons de la première version, la version « draft », comme on dirait aujourd'hui, du *Capital*.

Ces « Grundrisse » avaient été écrits en allemand, bien sûr, traduits en russe très tôt dans les années trente, mais cachés jusqu'aux années soixante. Et c'est seulement dans les années soixante, le début des années soixante, qu'il y a eu une première traduction en français et aussi dans d'autres langues occidentales. J'ai lu évidemment les « Grundrisse », je les ai achetés, sans doute le jour même de leur parution en français. Et je les ai lus immédiatement, évidemment avec la plus grande attention et notamment de longs passages dans les « Grundrisse » concernant les sociétés anciennes.

On peut dire de ces réflexions qu'elles illustrent la curiosité de Marx concernant l'histoire universelle et l'histoire universelle ancienne. Marx pose précisément cette question que je me posais. Qu'était-il advenu des grandes civilisations anciennes ? Et précisément de la Chine ? Précisément du monde arabe et musulman ? A l'époque on ne connaissait pas grand-chose de l'Inde, de la Chine, de l'Antiquité et du Moyen Age arabe. Marx suggère une réponse dans un brouillon qui imagine deux modes d'évolution. L'un, qui a donné l'Europe à travers la propriété privée du sol. Une première forme de propriété privée du sol associée à l'esclavage : la Grèce antique et Rome. Une deuxième forme de propriété privée du sol associée au servage : la féodalité européenne. En contrepoint, il suggère que cette propriété privée du sol ne s'est jamais affirmée ailleurs que dans cette lignée allant de l'Antiquité gréco- romaine à l'Europe moderne. Que dans la société chinoise, dans la société indienne

- il parle plus de l'Inde que de la Chine - cette propriété ne s'est jamais affirmée. Et que c'est donc une autre lignée d'évolution qu'on a qualifiée par la suite de « mode de production asiatique ». Le terme n'est pas de Marx lui-même. Marx rentre dans beaucoup de détails sur les différentes variantes de la propriété du sol européen, la variante romaine, la variante germanique, les variantes slaves, etc.

Marx fait preuve, là, d'un savoir encyclopédique, mais aussi d'une culture fantastique et d'une curiosité extraordinaire. Il a lu tous les écrivains européens, notamment ceux du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais aussi ceux du XIX<sup>e</sup>, qui ont été les premiers visiteurs qui ont fait des commentaires, notamment Bernier, sur l'Inde et la Chine. Les premiers commentateurs sur les civilisations non européennes vues par les Européens. Il a lu également tout ce que les nouveaux anthropologues ont écrit, même si c'est Engels qui les a lus plus que Marx. C'est Engels qui a lu les écrits des anthropologues du XIX<sup>e</sup> siècle sur les sociétés dites « primitives », notamment les Indiens de l'Amérique du Nord.

On connaissait très mal à l'époque, je pourrai même dire pas du tout, les sociétés de l'Afrique subsaharienne. Elles n'ont été connues un peu plus tard qu'à travers ce que les Arabes ont écrit de ces sociétés. Parce que les Arabes avaient voyagé dans toute l'Afrique, et écrit généralement en arabe, parfois dans les langues africaines transcrites avec les lettres arabes. Mais ça, c'est venu plus tard, bien après Marx, au XX<sup>e</sup> siècle.

Marx fait preuve d'une extraordinaire curiosité. Mais la réponse qu'il donne ne m'a jamais convaincu. Venant d'un pays arabe, musulman, ayant quand même quelque connaissance de notre histoire, je savais que dans la loi musulmane, la Charia, la propriété privée existait et je savais que ce n'était pas seulement un thème idéologique, mais une réalité sociale réelle. Et donc dire que ces sociétés ne connaissaient pas la propriété privée ne me paraissait pas être un argument convaincant.

J'ai lu à ce moment-là ce que Bernier avait écrit et j'ai relu enfin ce que Marx indiquait comme la source de ses connaissances, les auteurs européens du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais cette lecture ne m'a pas paru convaincante du tout. Je lisais, à la même époque, un auteur français très peu connu et auquel jusqu'à présent on n'a pas rendu l'hommage qu'il mérite. Il s'appelle Etiemble. Cet Etiemble avait écrit un gros livre en 1958 qui s'appelle *L'Europe chinoise*. Un titre très curieux dans lequel il démontre, par des lectures également précises, que l'Europe du XX<sup>e</sup> siècle, loin de dénigrer la Chine, comme Bernier l'entendait, était admiratrice de la Chine, comme un modèle en avance sur elle-même à cette époque.

On ne peut pas reprocher à Marx de ne pas avoir connu Etiemble, un penseur du XX<sup>e</sup> siècle. Mais la lecture d'Etiemble me paraissait bien plus convaincante que celle des « Grundrisse » et que celles également d'autres historiens européens.

Je restais donc sur ma faim, parce il n'y avait pas de réponses positives à la question, ni chez Marx ni chez les autres. Ensuite, j'ai lu les historiens les plus remarquables, les plus diffusés dans la culture européenne moderne du XX<sup>e</sup> siècle. Tous les grands historiens de l'histoire universelle, et de l'histoire européenne. Et j'ai retrouvé en filigrane les mêmes réponses fausses, c'est-à-dire des réponses toutes eurocentriques, toutes mettant l'accent sur la spécificité européenne. Et en parlant de spécificité, une spécificité supérieure, la spécificité de l'histoire

européenne. Une histoire gréco-romaine fabriquée, puis chrétienne et féodale, comparée avantageusement aux autres civilisations.

Je restais donc sur ma faim et je me posais la question en me disant « voilà deux ou trois faits gigantesques » :

- 1- le capitalisme, tel que nous le connaissons, et il n'y en a pas d'autre, est né en Europe,
- 2- il a conquis le monde,
- 3- dans cette conquête du monde, il a produit une polarisation inouïe. Il s'est affirmé dans les faits comme infiniment plus fort et supérieur. Et je dirai en progrès, par rapport à toutes les civilisations, y compris les grandes civilisations des autres régions du monde.

Alors, quelles sont les caractéristiques du capitalisme ? Quels sont les mécanismes dans le capitalisme qui expliquent cette polarisation ? Et là, je me heurtais franchement, directement aux préjugés eurocentriques que Marx partageait en partie. Je ne lui en fais pas un procès. Il appartenait quand même à la société européenne. Il n'est pas tombé du ciel. Ce n'est pas l'Archange Gabriel envoyé par Dieu pour éclairer l'Humanité ! C'est un être humain qui appartenait aux sociétés de son époque avec leurs limites.

Mais certainement, Marx n'était pas le plus eurocentrique des eurocentriques. Il était le seul penseur européen que ça gênait. Pour les autres, ça allait de soi que les Européens étaient supérieurs. Ils l'avaient été depuis les anciens Grecs, oubliant que la Grèce antique considérait les Européens comme des Barbares et que les Grecs anciens allaient apprendre en Egypte, en Mésopotamie, en Phénicie. Ils allaient en Asie et en Afrique pour apprendre. Ils n'allaient pas chez les Gaulois ou chez les Germains !

L'annexion par les Européens de l'Antiquité grecque réécrite comme faisant partie de l'histoire européenne est une chose ridicule. La Grèce, géographiquement, appartient à ce qu'on appelle l'Europe, mais historiquement et culturellement, elle appartient à ce qu'on appelle le Moyen-Orient, la région de la Méditerranée orientale, plus asiatique et africaine qu'européenne.

Marx donc était le moins eurocentrique des Européens. Néanmoins il n'avait pas répondu à la question, et de ce fait il restait quelque part eurocentrique. Il avait sur ce capitalisme conquérant une position contradictoire. La contradiction n'est pas mauvaise en soi, puisque la philosophie marxiste est basée sur la reconnaissance des contradictions. Il était à la fois conscient et lucide et avait vu avec justesse l'avancée prodigieuse que le capitalisme représentait dans l'histoire universelle. Que la société, même la sienne, celle de la seconde moitié du XXe siècle, était largement plus avancée que toutes les sociétés qu'on avait connues auparavant en Europe même, dans l'Europe de l'ancien régime, et ailleurs dans le monde. Il a exprimé donc une reconnaissance certaine de tout ce que le capitalisme

représentait comme bond en avant. Mais en même temps, il ne l'aimait pas, ce capitalisme. Il ne l'aimait pas parce qu'il avait compris d'une manière très lucide qu'il était fondé sur l'horreur, sur l'exploitation du travail et sur la destruction de la nature. Ce que les écologistes ont redécouvert un siècle et demi après Marx, c'est déjà dans *Le Capital*. Il conclut dans un des chapitres du Livre I du *Capital* par cette phrase magnifique : l'accumulation du capital détruit les bases de la richesse : l'homme, aujourd'hui on dirait l'être humain, homme et femme, et la nature qui constituent les fondements ultimes de la richesse.

Mais la polarisation et la destruction des peuples conquis par l'extension du capitalisme n'étaient pas développées chez Marx. Et c'est là que Marx suivait un peu le préjugé européen selon lequel la colonisation, après tout, si horrible qu'elle soit, et il ne mâchait pas ses mots, conduisait ces peuples vers le progrès, parce qu'ils n'avaient pas découvert par eux-mêmes les lumières du capitalisme, c'est-à-dire la civilisation, ou un stade plus avancé de la civilisation. Il y a à ce propos des passages significatifs de Marx, notamment sur l'Inde britannique. Il a décrit les horreurs commises par les Anglais en Inde sans mâcher ses mots. Il avait décrit d'abord les horreurs que les Anglais avaient commises en Irlande. L'Irlande avait été aussi peuplée que l'Angleterre, mais à présent, elle a une population égale à 10 pour cent de celle de l'Angleterre, parce qu'elle a été décimée par la conquête, la colonisation et la famine organisée. Et les Anglais faisaient la même chose en Inde, à une plus grande échelle. Mais finalement, les Indiens connaîtront le capitalisme et finiront par chasser la Grande-Bretagne, dit Marx. Il y a même, au sujet de la Chine, une phrase encore plus belle, et je dirai que Mme Soleil, avec une boule de cristal, n'aurait pas dit mieux. Marx disait que lorsque les Européens partiront à la conquête de la Chine, ils se heurteront à une banderole avec ces mots : « ici commence la république bourgeoise chinoise ». C'est-à-dire que la Chine aura par elle-même construit le capitalisme et il sera donc difficile, voire impossible, de la conquérir. On a l'impression aujourd'hui que le visiteur étranger qui arrive en Chine voit la grande banderole : « ici commence la grande puissance capitaliste chinoise ». C'est-à-dire la réalisation de la prédiction de Marx !

Donc Marx était sensible au fait qu'il y avait une question qui se posait. Mais encore une fois, je ne le lui reproche pas, il ne donnait pas une réponse satisfaisante à cette question. Etienne l'amorçait et cette réponse disait même que les Chinois n'étaient pas en retard au moment où le capitalisme se développait au XVIIIe siècle européen en même temps que les Lumières. Il disait que les Chinois avaient inventé les Lumières chez eux, quatre ou cinq siècles plus tôt. Ça me mettait la puce à l'oreille.

Alors à partir de là, cela a été le programme de toute ma vie : essayer d'avancer dans une explication pour élucider pourquoi le capitalisme est né en Europe et quelles sont les conséquences de ce fait majeur pour le reste du monde. C'était là les questions que je me posais. Je ne me les posais pas en universitaire académique qui décide de se retirer

dans son cabinet, ne plus voir personne, lire, lire et lire tout ce qui a été écrit sur l'histoire universelle et réfléchir par lui-même. Je me les posais en militant, parce que je n'ai jamais séparé chez moi la réflexion théorique, sans être trop pompeux, de l'action. Je parlais donc de cette constatation que le capitalisme mondialisé et réellement existant a créé cette gigantesque polarisation, qui est devenue d'évidence le problème numéro un de l'Humanité.

Nous sommes parvenus à un stade caractérisé pour la première fois dans l'histoire de l'humanité par une inégalité gigantesque entre les conditions de vie de l'écrasante majorité de la population mondiale et celles de la minorité qui vit dans les sociétés opulentes de la Triade. C'est-à-dire le Nord, le Centre impérialiste, autrement dit l'Europe d'abord, puis ses enfants et ses élèves : ses enfants nord-américains et ses élèves japonais. Il existe une différence gigantesque entre eux et nous. C'est-à-dire tout le reste de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, qui n'est pas une minorité, puisque nous sommes 80 pour cent de la population de la planète. Cette inégalité est la forme majeure de la loi de la paupérisation associée à l'accumulation du capital que Marx avait formulée. Les marxismes historiques occidentaux, en simplifiant Marx, avaient pensé que la loi de la paupérisation devait déployer ses effets dans leurs sociétés et, constatant qu'il n'en était rien, se retrouvaient désemparés. Mais à l'échelle mondiale, qui est celle du déploiement du capitalisme réel, la vision de Marx n'est pas seulement confortée dans les faits. A l'échelle mondiale, la violence de la paupérisation est encore bien plus forte que Marx ne l'avait imaginé. Le discours contemporain sur la pauvreté n'en est que le pâle reflet.

Et c'est le problème majeur, il n'y a pas de progrès concevable de la civilisation humaine qui puisse rester fondée sur cette gigantesque polarisation. Donc, si l'on conçoit comme Marx, et j'étais convaincu de cela par lui, que le communisme est l'avenir de l'Humanité, c'est-à-dire une société fondée sur la libération, l'émancipation des êtres humains, l'utilisation de leurs richesses matérielles, pas pour le gaspillage, mais pour assurer leur aisance matérielle et leur temps libre, pour le développement de leurs facultés créatrices sur une base égalitaire pour tous les êtres humains, que ce stade plus avancé de la civilisation, le communisme, est inconcevable sans que la polarisation ne soit surmontée.

On ne peut pas concevoir un stade plus avancé de la civilisation, avec, d'une part, des niveaux de vie comme celui de la France actuelle d'un côté, et celui du Mali, de l'autre. On ne peut pas le concevoir de cette manière. Donc, deux questions : 1) pourquoi le capitalisme est-il né en Europe ? 2) pourquoi a-t-il créé la gigantesque polarisation Nord Sud ? Et donc, qu'est-ce que cela implique pour l'action politique de transformation du monde dans la direction du communisme planétaire, universel ? De l'égalité donc de tous les êtres humains, quels qu'ils soient, de quelque couleur qu'ils soient, et quelle que soit leur histoire passée.

Ça a été le programme de ma vie et ça le reste pour ce que j'ai encore à vivre. Je n'ai pas d'autres préoccupations et cette préoccupation, comme je l'ai dit, n'est pas seulement théorique. Elle est théorique et militante. Les deux indissociables.

DMD : En fait, tu as débordé sur la première question, ce qui est très bien. Je pense que le développement historique que tu as fait donne énormément d'éléments pour expliquer d'abord la naissance du capitalisme en Europe, par rapport aux autres pays, et ensuite l'histoire de la polarisation.

SA : Je vais répondre, si tu veux relativement brièvement à ces deux questions. Je pense qu'un lecteur attentif, et tu es un lecteur attentif, de tout ce que j'ai écrit depuis



cinquante ans -en commençant par ma thèse de Doctorat, écrite en 1954-1955, soutenue en 1957, parce qu'il y avait eu entre-temps la guerre consécutive à la nationalisation du Canal de Suez en 1956- réalisera aisément que mes préoccupations ont porté sur l'accumulation capitaliste mondialisée. Et ce travail de jeunesse, pas un mauvais travail, de par son titre même « *L'accumulation à l'échelle mondiale* », exprime ma préoccupation visant à analyser le capitalisme à l'échelle mondiale. Tout ce qu'on dit maintenant sur la globalisation est en retard de cinquante ans.

Ma réponse sur l'Europe. A travers mes écrits, j'ai évolué. Suivre donc leur évolution peut être utile si l'on se pose les questions que je me pose. Les reprises dans mes écrits sont là pour faciliter la mesure de la progression dans la formulation abstraite des thèses, l'identification des nuances que l'examen de la même question sous des angles différents apporte, les additions et les corrections ? Et j'ai toujours été un militant. Je n'ai pas le tempérament de l'académique qui se retire pendant cinquante ans pour écrire ce qu'il croit être le dernier cri à un âge avancé. J'ai pensé qu'écrire c'était militer. Et il fallait mettre à la disposition de la critique, et notamment de la critique militante, ce que l'on pense à chaque étape de l'évolution de ses propres pensées. D'où effectivement une production que d'aucuns peuvent juger prolifique, au rythme d'un livre par an au moins ou

même parfois deux. Et donc, on peut lire ces livres comme l'histoire de l'évolution d'une pensée qui pose toujours la même question et qui veut répondre à la même question.

Je ne reprendrai pas cette histoire. Je l'ai déclinée dans deux ou trois livres. Je l'ai déclinée d'abord dans *Le développement inégal*, en 1973, qui est une reprise connue de mon travail de jeune étudiant sur l'accumulation capitaliste. Ensuite, quelques années après, dans *Itinéraire intellectuel* où j'essaie de guider le lecteur intéressé par mes œuvres à voir ces progressions, ce cheminement. En outre, dans *Mes mémoires*, je les appelle ainsi, en deux volumes. Le premier volume est paru en anglais et en arabe. Ce sont mes années de formation depuis l'enfance jusqu'à 1960, jusqu'à ma participation à l'élaboration des politiques de développement en Egypte, au Mali et au Ghana. Le second volume, paru en français sous le titre *L'éveil du Sud*, est un panorama de mon expérience personnelle d'association aux mouvements de libération nationale et aux tentatives de développements et de transformation sociale progressiste, particulièrement en Afrique, mais également avec des incursions sur le continent de l'Asie de l'Est et du Sud, d'une part, et de l'Amérique latine, d'autre part. Tu as lu ces livres. Je ne vais pas simplement répéter ce qu'ils disent. Je vais donc donner les réponses à tes deux questions, telles que je les vois aujourd'hui. Je ne prétends pas du tout qu'en 1954 j'étais déjà parvenu à ces réponses.

Première question : pourquoi le capitalisme est né en Europe. Je suis arrivé à la conclusion, qui peut paraître curieuse pour tous les eurocentriques, que c'est précisément parce que l'Europe était arriérée qu'elle a fait le bond en avant la première. Une sorte de loi du développement inégal. Que ce ne sont pas ceux qui sont en tête qui restent toujours en tête, mais qu'ils sont rattrapés et dépassés par ceux qui sont en queue. Pourquoi ? Parce que ceux qui sont en tête vivent dans un système fort, puissant et bien construit. Mais cette force est la faiblesse du système lui-même. Elle freine le changement nécessaire. Des forces organisées et puissantes s'opposent aux changements nécessaires.

Par contre, ceux qui sont en queue dans le système vivent dans des sociétés fragiles, mais également de ce fait flexibles. Et qui donc peuvent inventer du nouveau, parce que les obstacles à cette invention sont moins forts. Donc, le miracle européen, ce miracle n'est pas un miracle. C'est précisément parce que l'Europe était arriérée qu'elle a fait un bond en avant par rapport aux autres, par nécessité. Regardons l'Europe du Moyen Age. Je prends l'exemple de l'Europe de l'an mille et l'Afrique au sud du Sahara de l'an mille, qui étaient toutes deux composées de ce qu'on appelle des tribus. On dit les tribus germaniques comme on dit les tribus mandingues. Le terme tribu est discutable, dès lors que celles-ci se situent dans un mouvement gigantesque de migrations, de conquêtes et de construction d'appareils d'Etat. Pas réellement des Etats, mais des chefferies, sans plus. Et si on regarde les monuments laissés par ces civilisations jusqu'à l'an mille, qu'est-ce qui reste de l'époque de Charlemagne en

Europe ? Rien. Le seul monument qui existe, celui de Trèves, était un monument romain récupéré par Charlemagne ; c'était le seul monument en pierre construit. De même de l'Afrique de l'époque de Soundiata, qu'est-ce qu'il reste ? A Tombouctou, il y a quelques bâtiments, mais c'est à peu près tout.

Et puis nous voyons l'Europe, cette Europe arriérée, décoller entre l'an 1000 et l'an 1250. Quand on voit les cathédrales construites en France entre l'an 1000 et l'an 1300, des centaines de cathédrales, il s'agit de monuments gigantesques, qui ont survécu jusqu'aujourd'hui, qui sont beaux et grands et qui témoignent d'une capacité inventive et technologique, d'un grand savoir-faire. Ils témoignent d'un saut qualitatif.

Et alors je théorise cette loi. Je n'aime pas le terme de loi, parce que le terme de loi implique un déterminisme mécanique. Disons cette tendance plutôt que loi : que des régimes moins avancés, parce qu'ils sont de ce fait plus flexibles, sont susceptibles de dépasser ceux qui sont plus avancés qui sont en général plus rigides.

Et la féodalité européenne m'apparaît effectivement comme une forme périphérique d'un mode de production, celui que j'ai appelé tributaire. Je n'ai pas été le premier à avoir utilisé le terme tributaire, mais j'ai été le premier à l'avoir mis au centre de l'analyse et de la présentation de la nature des grandes sociétés anté-capitalistes de classes. Ces sociétés ont en commun quelque chose d'essentiel : le surplus est centralisé par le pouvoir politique qui est un premier type de pouvoir politique relativement fort. Ce mode de production tributaire, je dirai plutôt, pour ne pas simplifier, la famille des modes de production tributaires, est une famille qui présente une gamme allant du plus construit au moins construit. Les plus construits de ces modes tributaires, appelons-les « achevés », concernent les systèmes où le pouvoir politique est puissant et s'exerce non pas sur trois villages mais sur une zone géographique de population importante, et perçoit de ce fait un tribut qui devient important.

L'exemple le plus avancé de la forme tributaire, c'est la Chine. La Chine, à partir de 500 avant Jésus Christ jusqu'à la fin de l'Empire chinois, c'est-à-dire avant sa soumission à l'impérialisme occidental, jusque vers 1840, se reconnaît dans ce mode de production tributaire avancé. On a des choses analogues mais moins mûres à plusieurs moments dans l'histoire de l'Inde, comme dans le Moyen-Orient que je ne dis pas arabe et islamique, mais arabe, persan et islamique, parce que l'apport de l'Iran n'est pas moins important que celui des Arabes, à l'époque du Califat Abbasside.

Et puis, on a des formes embryonnaires du capitalisme, mais sur des espaces très petits, dans les villes italiennes. Trois siècles avant la Renaissance, on avait les villes italiennes de Florence, Gênes, Venise et quelques autres. Le reste de l'Europe, elle, était féodale. Que signifie la féodalité ? Nous sommes nous-mêmes les victimes, en Afrique et en Asie, de l'eurocentrisme. Nous avons repris le terme féodal pour l'appliquer chez nous sans trop réfléchir.

En Europe, la forme féodale est une forme tributaire, je l'appelle périphérique, c'est-à-dire non achevée. Cette forme tributaire non achevée, le féodalisme européen, implique également le prélèvement d'un tribut sur les communautés paysannes, mais émiettées. Les seigneuries sont innombrables. Le seigneur en chef n'est pas tout à fait un roi, il n'est que le premier des seigneurs. Il n'a pas beaucoup de pouvoir, ce roi. Donc, une forme très émiettée du pouvoir. Comment explique-t-on cet émiettement ? C'est l'effondrement de l'Empire romain qui l'explique. L'Empire romain est envahi par les Barbares, et tout ce qui constitue une bonne partie de l'Europe est un mélange des vestiges de l'Empire romain et du système tributaire primitif des tribus germaniques, slaves et autres. Et c'est ce mélange qui crée cette forme élémentaire de système tributaire que constitue le féodalisme européen.

Pour les eurocentrismes, la féodalité est un modèle universel, concernant l'histoire de l'humanité entière. Et moi, en prenant le contre-pied de l'eurocentrisme, je dis non. C'est le mode tributaire achevé qui est le modèle fondamental ; et le féodalisme n'est qu'une copie, pâle et inachevée de ce modèle. Etienne avait vu ça, que l'Europe n'était qu'une pâle copie de la Chine. Et il avait vu que les penseurs européens du XVIIIe siècle n'étaient pas eurocentristes, ils voulaient apprendre de la Chine.

Tu es musulman, et tu sais qu'il y a un « hadith » du prophète Mohamed qui dit « allez apprendre en Chine ». Ce n'est pas un hasard. C'est-à-dire que les Arabes, aussi inventifs qu'ils étaient à l'époque, savaient que là-bas en Chine, on savait faire des

choses qu'ils ne savaient pas faire. On connaissait des choses qu'ils ne connaissaient pas. La mode à l'heure actuelle est de retrouver cela : la

« grandeur » de la Chine. Je suis donc parvenu à formuler une thèse concernant les raisons pour lesquelles le mode de production féodal ne pouvait pas être un obstacle puissant à la naissance du capitalisme ; et c'est pourquoi le capitalisme est né là-bas, en Europe. Les nouvelles villes franches, la nouvelle bourgeoisie commerçante, les paysans riches qui se libèrent du joug féodal constituent les embryons d'une bourgeoisie qui ne rencontre pas d'obstacles dans sa formation. Non seulement elle ne rencontre pas d'obstacles sur son chemin, mais le pouvoir royal, notamment dans les deux pays qui ont donné naissance au capitalisme, l'Angleterre et la France, s'appuie sur elle pour limiter le pouvoir des seigneurs. Ça a été la chance de l'Europe et voilà pourquoi il y a eu le miracle européen.

Dans cette explication du miracle, je ne fais aucune référence à la Grèce antique, aucune référence à Rome. D'ailleurs, les Lumières proclamaient que c'est en rupture avec l'Europe féodale qu'est né le capitalisme. Voilà ma réponse, aujourd'hui, à cette question. Il y a une première explication de cette réponse qui est déjà dans *Le développement inégal*. Mais je l'ai enrichie, je crois, dans un livre récent : *Chine-Europe, deux voies de développement historique*. Je te renvoie donc à cette lecture plus récente. Ce capitalisme, né en Europe dans ces conditions,

est particulier comme toute chose dans l'histoire. Alors, on peut rêver qu'il aurait pu naître à Pékin ou à Tombouctou. On a le droit de rêver si l'on veut. Mais l'historien explique ce qui s'est passé et n'imagine pas ce qui ne s'est pas passé. À ce moment-là, c'est un autre domaine, ce n'est pas l'histoire. Je ne cherche pas à savoir ce qu'aurait pu être un capitalisme inventé à Pékin ou à Tombouctou puisqu'il n'a pas été inventé à Pékin et à Tombouctou.

Mais le capitalisme, et c'est pour cela que j'ajoute toujours réellement existant, qu'est-ce qu'il a fait ? C'est ta deuxième grande question. Ce capitalisme réellement existant, né en Europe, a été fondé sur la dépossession. Dans mon dernier livre, il y a un chapitre qui s'appelle « l'accumulation par dépossession ». Là encore, commençons par Marx. Car Marx est le premier et le seul à l'avoir vu et reconnu. Très jeune, puisqu'en 1840 il avait 22 ans, vivait en Rhénanie et était un peu avocat. Il défendait les paysans qui sont accusés de vol de bois. Et il dit : « mais vous êtes en train de les déposséder ». Ces terres, ces forêts sont collectives et dans leur conscience, elles leur appartiennent collectivement, à eux, paysans. Le capitalisme, par l'affirmation de la propriété privée, les dépossède. C'est ce qu'on veut faire aujourd'hui en Afrique, en dépossédant la majorité des paysans de leurs terres au profit de propriétés privées. On voudrait les donner à des sociétés étrangères et à des nationaux qui en ont les moyens, soi-disant pour les développer.

La dépossession, dans le cas des *enclosures* en Angleterre, Marx l'appelle « l'accumulation primitive ». Il en donne l'analyse des modalités et de la portée dans des pages et des pages, avec force détails. Sans aucune concession, il démasque la brutalité, la violence extrême, la sauvagerie qui a présidé à la naissance du capitalisme. Et dans l'analyse de « l'accumulation primitive », il parle d'abord de l'accumulation dans les pays où le capitalisme est né, en Europe elle-même. Il analyse les *enclosures* en Angleterre, avec ce qu'elles entraînent de misère humaine associée à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Engels, qui étudie de près les conditions de la classe ouvrière anglaise de l'époque, démontre la sauvagerie de cette expropriation généralisée. Mais Marx le dit aussi concernant les Amériques, c'est-à-dire qu'il n'est pas eurocentrique. Il montre d'abord la mise sous tutelle des communautés indiennes, la dévastation, le massacre, le pillage de leurs terres, de leurs richesses, de la nature dans leur pays. Le génocide, il n'emploie pas le terme, mais on peut le dire, le génocide des Indiens. Et quand il n'y avait plus assez d'Indiens, les génocides des Africains par l'esclavage ont pris le relais. Donc, si l'on accuse Marx de ne pas l'avoir dit, c'est qu'on n'a pas lu Marx.

Mais Marx s'arrête là. Ce n'est pas un hasard s'il appelle cela « l'accumulation primitive ». Il pense que cette phase, cette page, est en train d'être tournée à son époque et que désormais l'accumulation se fera sur la base grandissante de l'amélioration de la productivité du travail social par l'invention technologique, le



progrès technique et de moins en moins par des formes d'accumulation primitive. C'est là que je m'inscris en faux et que je dis non. Marx a eu une vision erronée de la poursuite du déploiement du capitalisme.

Le capitalisme poursuit cette accumulation primitive dans des formes nouvelles par sa mondialisation. Il a continué à le faire après la conquête des Amériques, par celle de l'Asie et de l'Afrique, par la mise sous tutelle de pays qui restaient formellement indépendants, que ce soit l'Empire chinois, l'Empire persan ou l'Empire ottoman. Ou par la conquête coloniale directe, qui a été le fait de tout le continent africain, de l'Asie du Sud-Est, à l'exception de la Thaïlande (le Siam). Et dans cette conquête, soit conquête coloniale soit mise sous tutelle, l'accumulation à l'échelle mondiale reste fondée sur la dépossession des peuples, une dépossession complexe. Ce n'est pas une dépossession exclusivement fondée sur l'appropriation des moyens de production au bénéfice du capital. C'est plus complexe. Si tu es intéressé davantage à cette histoire de l'accumulation par dépossession, lis mon chapitre dans mon livre récent sur la crise, c'est le chapitre quatre, je crois, qui traite de l'accumulation par dépossession contemporaine.

\* \* \*

DMD : Je pense qu'on a suffisamment appris sur les origines européennes du capitalisme et sa nature polarisante. Dans un des tes livres, tu as identifié quatre grandes ruptures dans la naissance et l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale : 1500 ; 1800 ; 1880 ; 1990. Pourquoi une telle périodisation ?

SA : Il y a trois tournants décisifs dans le développement du capitalisme.

Le premier coïncide avec la formation du capitalisme sous sa forme achevée, avec la révolution industrielle anglaise et la révolution française de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle. Le deuxième tournant eut lieu à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, avec la formation du capitalisme des monopoles, analysée par Lénine, qui fait entrer le capitalisme dans la phase de son très long déclin.

Le troisième tournant concerne la phase en cours, sur laquelle j'insiste beaucoup, parce que nous ne sommes pas nombreux à le faire. Je suis peut-être l'un des rares à placer l'accent sur cette transformation qualitative qui se dessine vers la fin du XXe siècle, sur la transformation du capitalisme des monopoles dans ce que j'appelle le capitalisme des monopoles généralisés, caractérisé par une centralisation du capital sans commune mesure avec celle de l'époque antérieure de formation des monopoles. Cette évolution entraîne la formation d'une oligarchie/ploutocratie, qui se compte sur les doigts de la main, et qui contrôle désormais directement l'ensemble du système productif à l'échelle des pays du capitalisme central impérialiste développé et à l'échelle mondiale. C'est nouveau. Cette transformation qualitative, pas seulement quantitative, a des conséquences phénoménales, par leur portée politique.

La première conséquence est qu'elle marque le passage de l'impérialisme conjugué au pluriel, constitué de puissances impérialistes en conflit permanent entre elles, à l'impérialisme collectif de la Triade : Etats-Unis, Europe, Japon. La deuxième conséquence, c'est la transformation de la nature de la bourgeoisie, d'une classe qui était très nombreuse et constituée de familles relativement indépendantes, autonomes les unes par rapport aux autres et en compétition permanente, à une oligarchie centralisée, très peu nombreuse, qui contrôle l'ensemble du système productif et par-delà même l'ensemble du système politique, culturel, idéologique. Une évolution qui annihile la portée transformatrice de la démocratie.

\* \* \*

DMD : Depuis 1990, il y a quand même eu des évolutions majeures, telles que l'ascension de certains pays du Sud, dits « pays émergents », la montée du mouvement social, avec notamment la naissance du Forum Social Mondial (FSM), et évidemment la crise que le capitalisme traverse aujourd'hui, depuis l'éclatement de la crise financière de septembre 2008. Ce sont là des développements majeurs. Est-ce qu'ils ne constituent pas des éléments qui peuvent annoncer une nouvelle rupture, une cinquième étape dans l'évolution du capitalisme ?

SA : Toutes ces évolutions que tu signales sont importantes. Elles signifient tout simplement que les initiatives indépendantes des peuples mais aussi des Etats du Sud sont déjà amorcées. A travers la montée des mouvements sociaux, qui sont déjà mûrs,

dont le Forum Social Mondial et les autres forums sociaux sont en partie des reflets. Mais il y a aussi les initiatives des Etats du Sud, notamment des pays dits émergents, c'est-à-dire ceux qui ont enregistré le plus de succès dans la période antérieure en matière d'industrialisation et qui sont à même par conséquent d'entrer en conflit avec l'impérialisme dans le domaine des exportations industrielles sur le marché mondial. Alors ces initiatives des Etats du Sud émergents sont ambiguës parce qu'elles sont inscrites dans une tentative que j'ai appelée illusoire de « rattraper » dans le système, c'est-à-dire par le capitalisme et dans la mondialisation capitaliste.

Malgré le succès enregistré pour une courte période entre 1990 et la crise de 2008 par ces stratégies qui se proposent d'avancer par les moyens du capitalisme et dans le système capitaliste mondial, je considère ces stratégies comme des illusions, dans ce sens que l'impérialisme a renouvelé ses moyens de contrôle du système mondial à travers ce que j'ai appelé les cinq monopoles.

\* \* \*

DMD : Justement, à propos du capitalisme, tu dis qu'on ne peut comprendre son évolution et son expansion que si on le considère comme un système mondial et non pas comme un système composé d'une juxtaposition de capitalismes nationaux différents dans les pays du Nord et du Sud.

SA : Ça me paraît une évidence. Qu'on le veuille ou pas, les Sénégalais, les Suédois sont les uns et les autres intégrés dans ce système mondial. On donne une image de cette réalité, une image un peu caricaturale, fautive à mon avis, mais qui dit quand même quelque chose de vrai quand on parle de village mondial. Il n'existe plus un seul Sénégalais, même dans le village le plus reculé, qui ne sache pas comment on vit en France, par exemple, quelles sont les choses auxquelles on peut avoir accès dans le monde actuel. Les choses les plus banales, comme la télé, le téléphone portable, sont connues de tout le monde.

\* \* \*

DMD : D'accord, mais est-ce qu'il en a été toujours ainsi ?

SA : Ce n'est pas depuis longtemps mais graduellement, bien sûr. C'est vrai qu'il y a encore une cinquantaine d'années, et plus avant avec la colonisation déjà, même dans les régions les plus reculées de l'Afrique, sauf peut-être dans quelques poches très isolées, sans grande importance, tous les peuples d'Afrique étaient au courant. Bien sûr l'intensification des communications, des voyages, des migrations a amplifié ce phénomène qui n'est pas nouveau.

\* \* \*

DMD : Donc la mondialisation a, en quelque sorte, toujours existé dans le capitalisme ?

SA : Oui. Le capitalisme a toujours été mondialisé, mais il n'a pas été mondialisé par un coup de baguette magique en 1492. Il ne s'est mondialisé que progressivement, mais entre 1492 et le XVIII<sup>e</sup> siècle, en si peu de temps, toutes les Amériques sont conquises, dans l'Océan Indien, la flotte européenne se substitue aux flottes arabes, chinoises qui dominaient l'Océan Indien.

Le monde est déjà connu, il n'est pas encore complètement conquis, mais le capitalisme s'est affirmé comme système potentiellement conquérant dès le départ. J'irai même plus loin, je dis que la mondialisation a des antécédents anciens, antérieurs au capitalisme. Je préfère les appeler des régionalisations, parce qu'ils n'avaient pas la capacité d'unir le monde, les deux hémisphères, oriental (Europe, Asie et Afrique) et occidental (les Amériques).

C'est vrai, mais ce qu'on ne sait pas toujours, c'est que les Européens, qui ignoraient les civilisations précolombiennes, ignoraient également largement les civilisations des anciens mondes. Dans l'ancien monde, ce qu'on appelle les routes de la soie ont mis en contact principalement la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient, et accessoirement seulement ont relié ces régions centrales du monde ancien à l'Europe. J'ai écrit un chapitre dans mon livre sur les défis de la mondialisation, sur les formes anciennes de la mondialisation sans lesquelles on ne peut pas comprendre les voies empruntées par l'expansion ultérieure du capitalisme dans l'ancien hémisphère.

Le christianisme et ensuite l'islam ont été porteurs de formes de la mondialisation ancienne. On retrouve des musulmans du Maroc en Indonésie, en Chine, du Caire au Cap. Comme on retrouve également des chrétiens bien avant la colonisation et les missionnaires très loin de l'Europe et du Moyen-Orient. Lorsque les Portugais arrivent en Inde, à Calicut, ils sont surpris de découvrir un roi chrétien, de rite cyriaque. C'est-à-dire que le christianisme avait pénétré à partir de l'Empire byzantin, jusqu'en Inde bien avant la colonisation.

\* \* \*

DMD : Donc on a passé en revue un certain nombre de concepts-clés sur le capitalisme. Dans ton dernier livre sur la crise tu dis ceci : « le capitalisme est une parenthèse dans l'histoire », peux-tu revenir sur cette affirmation ?

SA : J'ai utilisé volontairement cette expression un peu polémique mais pas extrême. Elle me paraît juste pour contrer le discours sur le capitalisme, « fin de l'histoire », les boniments qualifiant le capitalisme d'expression de « la rationalité éternelle », absolue, définitive, l'affirmation que le capitalisme est capable de s'ajuster, qu'il est flexible et capable de répondre à tous les défis, jusques et y compris aux exigences de la justice sociale ! A ce discours, j'oppose les tendances fondamentales du capitalisme, qui font que ce n'est pas un système viable, soutenable. Ce n'est pas un système durable pour une série de raisons qui exigent qu'on le délégitime. Parce qu'il est fondé sur une irrationalité sociale croissante. Parce qu'il est fondé sur une inégalité mondiale croissante, la polarisation. Parce qu'il est fondé sur une exploitation dévastatrice des ressources de la planète, ce que les écologistes ont redécouvert. Donc il n'est pas viable. Il peut s'ajuster, mais à quel prix ? Au prix de devenir de plus en plus destructeur.

\* \* \*

DMD : Mais dans le même temps pour sa survie, il y a le problème de ce tu appelles aujourd'hui la « militarisation de la planète ».

SA : Et c'est justement parce qu'il n'est pas viable qu'il se dirige vers la militarisation.

\* \* \*

DMD : Donc, certainement la crise en cours du paradigme néolibéral a dû te conforter dans ton analyse...

SA : Ecoute, non seulement elle me conforte, c'est évident ; mais je dirai elle nous conforte, nous, mais pas beaucoup, qui avons prévu cette crise depuis longtemps. J'ai rappelé quand même dans mon livre récent sur la crise que c'est en 1978 qu'à Rome, à une invitation de « *Il Manifesto* », nous avons employé, André Gunder Frank et moi, les premiers, les termes « sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme

en crise ». C'est-à-dire qu'on voyait cette crise longue amorcée à son tout début, il y a 35 ans, pas avant-hier. Nous n'avons pas attendu 2008 pour le découvrir. Donc, cette crise, la crise financière de 2008, j'ai rappelé les étapes qui l'ont préparée. Je suis de ceux, nous avons été quelques-uns, nous n'avons pas été nombreux, je parle de la gauche, à la prévoir assez tôt. Quant aux « experts » de la Banque mondiale et du FMI il leur a fallu que la crise financière soit là pour la voir !

\* \* \*

DMD : Et toujours sur le capitalisme. Tu le qualifies de « sénile » alors que pourtant il semble bien se porter et capable de faire face à des défis...

SA : L'un et l'autre ne sont pas contradictoires. Il est sénile dans ce sens qu'il ne peut prolonger son déploiement qu'en devenant de plus en plus destructeur. Le capitalisme n'est plus seulement un système d'exploitation du travail, il est devenu une menace pour l'humanité tout entière. Et ça, c'est ce que les écologistes ont redécouvert. Et les débats actuels sur le changement climatique le confirment. C'est très important. Mais en même temps, tant que les forces porteuses d'un avenir meilleur, c'est-à-dire les peuples, n'ont pas un projet alternatif cohérent et une stratégie positive, le capitalisme paraît être bien en place.

DMD : Une question sur l'impérialisme. Tu dis que l'impérialisme est à toutes les étapes du développement du capitalisme. Tu sembles prendre le contre-pied de l'analyse de

Lénine, qui parlait de l'impérialisme comme « stade suprême du capitalisme ».

SA : Je ne prends pas le contre-pied de l'analyse de Lénine. Je vais plus loin.

Effectivement, le capitalisme a donné l'impression au XIXe siècle, de la révolution industrielle jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle, qu'il n'était pas impérialiste, qu'il n'était plus impérialiste et que l'impérialisme appartenait au passé. D'abord, cette image mérite d'être nuancée. L'avance de l'Angleterre sur les autres pays européens est impensable sans sa domination de l'Inde. Les meilleurs spécialistes indiens de la question, comme Amya Bagchi, et d'autres, l'ont démontré. Donc, l'impérialisme était bien central, même à cette époque.

A partir de la fin du XIXe siècle, il y a eu une première vague de monopoles qui se constitue, et Lénine prend conscience de l'importance de cette évolution. Je vais plus loin et je dis que le caractère impérialiste du système n'est pas nouveau, comme en fait foi l'importance de la domination de l'Inde pour l'Angleterre. Néanmoins l'impérialisme prend une forme nouvelle à l'époque de Lénine.

\* \* \*

DMD : On peut, sans doute, dire aussi que la colonisation a permis, d'une certaine manière, l'industrialisation de l'Europe.

SA : Il y a eu des vagues successives de colonisation. La première vague est celle des XVIIe et XVIIIe siècles. Les Amériques, principalement, avec accessoirement

quelques établissements clairsemés ailleurs. La deuxième vague, c'est l'Inde au XVIIIe-XIXe siècle, conquise par la Grande-Bretagne, mais également les Indes néerlandaises, l'Indonésie actuelle, et les Philippines, mais guère plus. La mise sous tutelle sans colonisation de la Chine, de l'Empire ottoman et de l'Empire persan est plus tardive. Et puis, la troisième vague de la colonisation, celle qui frappe l'Afrique partagée entre les puissances impérialistes européennes.

\* \* \*

DMD : Aujourd'hui, tu parles de la Triade comme d'un « impérialisme collectif », en te référant aux Etats-Unis, à l'Europe, au Japon et aux institutions qui défendent leurs intérêts, comme l'OTAN, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, etc. Comment cet impérialisme collectif est-il différent de l'impérialisme ancien ? Cela veut-il dire qu'à l'intérieur du système impérialiste il n'y a plus de contradictions ?

SA : Ça c'est une question très importante. Je suis en effet à l'origine d'une thèse qui n'est pas acceptée en général, je parle des marxistes, qui suggèrent la transformation de l'impérialisme en impérialisme collectif de la Triade. L'impérialisme à travers les âges, depuis 1492 jusqu'à récemment, se conjugait au pluriel. Il n'y avait pas l'impérialisme, mais l'impérialisme britannique, l'impérialisme allemand, l'impérialisme des Etats-Unis, l'impérialisme japonais. C'est-à-dire des puissances impérialistes en conflit entre elles pour la domination ou le partage du monde. Et ce conflit était permanent. Il était tellement permanent que l'histoire du capitalisme réellement existant est l'histoire de guerres permanentes entre les puissances impérialistes. On oublie souvent que la Première et même la Deuxième Guerre mondiale ont été largement des guerres entre puissances impérialistes. L'impérialisme se conjugait au pluriel. Puis on a vu se dessiner après la Deuxième Guerre mondiale un rapprochement sérieux, profond entre les puissances impérialistes. On a expliqué ce rapprochement par des raisons conjoncturelles en réponse à la « menace communiste ». Mais je soutiens que le changement est structurel, pas conjoncturel et qu'il a des raisons plus profondes que celles invoquées par les politologues conventionnels de la guerre froide. Ce que j'appelle l'impérialisme collectif de la Triade traduit cette évolution.

D'abord pourquoi cette évolution ? J'associe cette transformation qualitative dans la nature de l'impérialisme à un degré de centralisation du capital sans commune mesure avec celui qui avait caractérisé les époques antérieures du développement capitaliste/impérialiste. Aujourd'hui, une grande firme, pour s'affirmer comme telle, doit avoir accès à un très large marché, constitué de dizaines de millions de clients potentiels, c'est-à-dire avoir accès au marché mondial, sans lequel elle ne peut pas se constituer comme telle. Aujourd'hui, le degré de centralisation du capital est tel que les grands groupes capitalistes sont nécessairement mondiaux. Et ils ont donc la conscience aiguë qu'ils doivent exercer ensemble le contrôle de la gestion économique du système impérialiste



mondial. On le voit tous les jours à travers les négociations du G7, dont les outils communs sont la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, etc. Ça c'est la base objective de l'impérialisme collectif. Donc, il y a position commune au niveau de la gestion économique du système, parce que les monopoles ont besoin de contenir la révolte des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. Pour faire face, les monopoles savent qu'ils ne peuvent dominer le système que par le moyen du contrôle militaire de la planète, ce qui explique l'alignement européen, à travers l'OTAN, derrière les aventures militaires des Etats-Unis.

Mais ceci ne veut pas dire qu'il y a plus de contradictions entre les puissances impérialistes qui peuvent avoir évidemment des points de vue tactiques un peu différents. Ces contradictions sont à mon avis secondaires. Par contre, il y a une contradiction qui est porteuse de changements possibles au plan politique, parce que les cultures politiques, la culture politique des Etats-Unis, d'une part, et les cultures politiques de l'Europe, d'autre part, sont différentes. J'ai développé ce point de vue dans « *Le virus libéral* ». Tu peux t'y référer. La culture politique des Etats-Unis est fondée sur le consensus, c'est-à-dire sur l'acceptation des règles fondamentales du capitalisme. Les cultures politiques de l'Europe sont fondées par contre sur des contrastes significatifs gauche/droite. On était pour la Révolution française, on était de gauche. On était contre, on était de droite. On était pour les mouvements ouvriers et socialistes naissants au XIXe siècle, on était de gauche. On était contre, on était de droite. On était pour la Commune de Paris, on était de gauche, on était contre, on était de droite. On était pour la Révolution russe, on était de gauche, on était contre, on était de droite. Sans doute cette culture politique est-elle en voie d'être abandonnée graduellement par l'Europe qui s'aligne progressivement sur le modèle de la culture politique des Etats-Unis, c'est-à-dire vers la culture du consensus. Mais les cultures politiques de l'Europe ne sont pas encore tout à fait abandonnées et pourraient redevenir le moteur de conflit majeur entre certains Etats européens et les Etats-Unis. De là peuvent surgir des contradictions entre les pays capitalistes développés du centre impérialiste. Mais pour l'heure, ces contradictions sont secondaires, dans ce sens qu'elles sont toujours soumises aux exigences d'une gestion commune du système impérialiste mondial.

\* \* \*

DMD : Tu as parlé des institutions, des instruments mis à la disposition de cet impérialisme collectif. S'il ne fait aucun doute que l'OTAN est le bras armé de la Triade, toutefois, les autres institutions sont plus ou moins des institutions multilatérales. Bien qu'elles soient dominées par cet impérialisme collectif, il y a tout de même la présence d'autres pays, dont les pays émergents...

SA : Oui et non. C'est un champ de bataille possible, mais jusqu'à présent, ce n'est pas le cas. Tu parles du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMC, qui sont des

institutions faussement multilatérales. En fait, ce sont des institutions du G7. Et je dis le G7, pas le G8, c'est-à-dire sans la Russie. Ce sont des institutions de l'impérialisme collectif. Elles sont aux ordres de l'impérialisme collectif et particulièrement de son leader, les Etats-Unis.

La Banque mondiale n'est pas très importante, à mon avis. C'est une sorte de ministère de la propagande du libéralisme. Le FMI ne gère pas les rapports entre les devises du centre impérialiste (le dollar, l'euro, et autres). Qu'est-ce qu'il gère ? Il gère les monnaies des pays du Sud. Il est une sorte d'institution monétaire coloniale collective de la triade impérialiste. L'OMC est dominée par les fameuses « chambres vertes » dans lesquelles les pays de la Triade impérialiste se retrouvent pour dicter pratiquement les positions de l'OMC, déguisées ensuite en consensus multilatéral, ce qui n'exclut pas qu'elle puisse devenir le champ de conflits, notamment avec les pays émergents.

\* \* \*

DMD : Parlant de l'OMC, notamment de l'impasse dans les négociations sur ce qu'on appelle le « Cycle de Développement de Doha », d'une part, et, les échecs enregistrés au Mexique en 2003 et relativement à Hong Kong en 2005, d'autre part, est-ce que cela ne constitue pas une sorte d'affaiblissement de l'hégémonie de l'impérialisme collectif sur cette organisation ?

SA : Oui je dis bien l'OMC en particulier, pas les autres institutions de Bretton Woods. Elle est une institution qui est devenue un champ de bataille du Sud contre le Nord. Et l'OMC est partiellement paralysée par cette bataille.

\* \* \*

DMD : L'élargissement du G8, avec la constitution du G20 aujourd'hui, qu'est-ce que ça représente ? Est-ce que c'est la reconnaissance par l'impérialisme collectif qu'il n'a plus le monopole de la gestion des affaires mondiales ? Ou, à ton avis, est-ce que cela signifie que malgré la cooptation par la Triade d'un certain nombre de pays, elle continue toujours à contrôler le système ?

SA : Les termes « reconnaissance » et « cooptation » sont trop forts. Le G20 n'est pas important jusqu'à présent. Dans le G20, de facto, c'est le G7 qui dicte ses vues. Ensuite on les présente comme « consensus ». Le G20 est une opération stratégique de l'impérialisme collectif, non pas pour coopter les pays émergents, mais pour diviser le Sud, opposer les pays émergents aux pays marginalisés, empêcher la constitution d'un front du Sud. Ça ne marchera pas. Les réunions du G20 n'ont pas empêché les pays émergents, quand ils le voulaient, de prendre des initiatives indépendantes, comme on l'a vu sur le plan politique par l'initiative du Brésil, de la Turquie et de l'Iran, sur la question du nucléaire.

\* \*

DMD : Toujours à propos de l'impérialisme, certains parlent d'Empire. Ils pensent qu'aujourd'hui, il y a l'Empire nord-américain et que les autres composantes de l'impérialisme collectif sont au service de cet Empire. Est-ce que c'est une analyse qui te paraît pertinente ?

SA : Pas du tout. Cette analyse est celle de Negri. L'analyse de Negri abolit le concept d'impérialisme, lui substitue un mot qui ne veut pas dire grand-chose : empire. L'argumentation de Negri est d'une faiblesse incroyable. Negri réduit l'impérialisme aux formes d'intervention politique directe des pays impérialistes dans les affaires des autres. Autrement dit, pour lui, l'impérialisme se réduit à sa forme coloniale ou semi-coloniale, traités franchement inégaux, domination directe, abolition de l'indépendance des pays colonisés. Non ! Ça, c'est une forme politique de l'impérialisme, mais c'est une forme parmi d'autres. Quand on parle de l'Afrique néocoloniale, après les indépendances, le terme n'est pas faux. La domination de l'impérialisme sur l'Afrique s'est perpétuée en dépit de l'indépendance de l'Afrique, de la marge que cette indépendance donnait aux classes dirigeantes locales. L'impérialisme est un concept beaucoup plus large que la colonisation.

D'autre part, la thèse de Negri sur l'Empire est associée à une autre thèse qui est, à mon avis, extravagante. Son fondement est que les nations sont en voie de disparition, et que, à leur place, l'individu est devenu l'agent actif de l'histoire. Ça, c'est une vision idéaliste qui ne correspond à rien. C'est l'idéologie libérale tout simplement. Mme Thatcher disait « je ne connais pas la société, je connais seulement les individus », mais deux semaines plus tard, elle partait en guerre contre les Argentins pour les Malouines, affirmant par là même savoir reconnaître la réalité de la nation britannique !

Les nations existent. Elles ne sont pas du tout en voie de disparition. La thèse de Negri est certes populaire en Europe. Parce qu'en Europe, les classes moyennes, davantage d'ailleurs que les classes populaires, souhaiteraient substituer aux réalités nationales de l'Europe une identité « européenne générale ». C'est un discours que j'ai qualifié de propos pour « bobos ». « Les bourgeois-bohèmes » sont les bourgeois qui ont le cœur à gauche, mais à condition que leur portefeuille soit bien rempli. Au-delà, la thèse de Negri n'a rien à voir avec la réalité. Je pense que c'est une thèse réactionnaire et irréaliste, qui ne voit pas la réalité essentielle, qui est la domination de l'impérialisme collectif de la Triade sur le Sud dans son ensemble.

DMD : Parlant de la polarisation, tu dis que pour les pays du Sud, aussi longtemps que cette polarisation durera, il sera impossible de parler de « rattrapage. » Maintenant, nous avons ce qu'on appelle des pays dits « émergents ». Leur expérience n'infirmes-t-elle pas un peu cette thèse du non « rattrapage » par des pays du Sud au sein du système capitaliste ? Ou bien est-ce que c'est une exception qui confirme la règle ?

SA : Je vais d'abord répondre brutalement à ta question pour ensuite développer mes arguments. Ma réponse brutale est que les pays dits « émergents » ne sont pas en voie de « rattrapage » bien qu'ils en donnent l'apparence et que peut-être même leurs classes dirigeantes le pensent. Ils ne le sont pas en dépit du discours dominant affirmant que la Chine est en voie de devenir la grande puissance de demain, peut-être la puissance hégémonique de l'avenir.

Pour comprendre mes arguments, il nous faut revenir un peu en arrière sur les effets de la polarisation. Trois points :

- Premier point : les formes successives de l'accumulation par dépossession.
- Deuxième point : les réponses des peuples concernés à ces défis dans le passé.
- Troisième point : leurs réponses aujourd'hui à ces défis.

Premier point : les formes successives de la polarisation.

La polarisation est une constante depuis l'origine du capitalisme. Mais dire que c'est une constante n'est pas dire qu'elle a revêtu une forme inchangée. Elle est passée par des étapes successives définies par les formes adaptées au développement du capitalisme et aux résistances des peuples à ses effets. La première forme a été la forme mercantiliste, elle a été surtout dévastatrice pour les peuples des Amériques, et à travers la traite négrière, pour les peuples de l'Afrique subsaharienne. Mais elle ne s'est pas exercée beaucoup plus loin à l'époque mercantiliste, c'est-à-dire

jusqu'à la révolution industrielle. La deuxième a pris forme après la révolution industrielle, avec le nouveau commerce mondial entre les centres nouveaux, l'Europe et les Etats-Unis, et le reste du monde, en particulier avec l'Asie et le Moyen-Orient, et plus tard avec la colonisation, avec l'ensemble du continent africain.

La colonisation a été pour nous Africains une étape très importante et la forme dont les marques restent présentes jusqu'à nos jours, pour toutes les sociétés africaines, du Caire au Cap, de Dakar à Djibouti. Quand on parle de globalisation aujourd'hui, comme quelque chose de nouveau, ça me fait sourire. Nous avons été globalisés depuis longtemps et un peu malgré nous. Et nous l'avons été de la manière la plus brutale qui est la colonisation directe, l'abolition de l'indépendance des peuples et des nations et la gestion directe de la vie quotidienne, politique, économique et sociale par des administrateurs coloniaux. La forme la plus brutale de la mondialisation. Sarkozy, Obama et quelques autres ont repris le même discours, nous imputant les conséquences désastreuses de cette colonisation. J'ai donné un exemple de l'horreur de cette colonisation dans le cas du Congo « belge ». Il y avait neuf Congolais qui avaient fait des études supérieures, dont six ecclésiastiques, au moment de l'indépendance de ce pays. Aujourd'hui, quoi qu'on dise du régime de Mobutu, qui a été l'un des plus horribles dans l'histoire de l'Afrique et du reste du monde, le chiffre est de 300.000 diplômés du supérieur. C'est-à-dire que le pire régime africain indépendant a fait trente mille fois mieux que la colonisation ! On peut multiplier les exemples. Même dans les pays relativement moins mal traités par la colonisation, comme le Sénégal et d'autres pays de l'ex-Afrique française. La société sénégalaise d'aujourd'hui n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a cinquante ans. Je dirai qu'en dépit de tous les problèmes gigantesques auxquels les sociétés africaines sont confrontées, celles-ci sont cent fois plus avancées qu'elles ne l'étaient au terme de la colonisation. Elles ont maintenant des possibilités qu'elles n'avaient pas. Qu'elles utiliseront ou pas, c'est un autre problème.

Les débats sur le pillage de la périphérie aux temps modernes, c'est-à-dire après la traite négrière et, entre autres, le débat sur l'échange inégal des années 1970, sont importants. Ils éclairent nos lanternes pour comprendre la nature des défis

contemporains.

Le débat important sur l'échange inégal, auquel j'ai participé, a été inauguré par le pavé qu'Arghiri Emmanuel a jeté dans la mare en 1970-1973. J'ai théorisé ma vision de l'échange inégal en disant que l'échange est inégal lorsque les marchandises échangées sont les produits de travaux rémunérés à des taux qui sont plus inégaux que ceux qui caractérisent leurs productivités. L'écart des rémunérations du travail entre Nord et Sud, si on les appelle ainsi, est considérablement plus grand que l'écart entre les productivités du travail entre le Nord et le Sud. Si l'écart des productivités est de 1 à 3, les écarts dans les rémunérations du travail sont de 1 à

10. La surexploitation du travail est le fondement de l'échange inégal.

L'Afrique est l'exemple même du pillage dévastateur que représente l'échange inégal. Les formes institutionnelles et politiques à travers lesquelles cet échange inégal a été organisé sont ce que les Français ont appelé « l'économie de traite ». Celle-ci associe la poursuite par les paysans africains d'une production d'auto-suffisance alimentaire minimale, qui n'a jamais exclu les disettes, les famines et les malnutritions généralisées, mais néanmoins « suffisante » pour maintenir en vie les paysans, à une production supplémentaire de produits intéressants pour l'exportation, des cultures de rente, comme on les appelle. Lesquelles pouvaient être payées à des prix dérisoires, parce que le travail des paysans et des paysannes n'était pas comptabilisé puisque l'on maintenait leur auto-subsistance. Travailler plus pour gagner moins ! La reproduction de la ressource naturelle, la terre, dont on tolérait à travers ce système l'épuisement n'était pas davantage prise en compte. Le Sénégal, avec la désertification par tranche des régions arachidières, en est l'un des exemples les plus dramatiques.

Dans la discussion sur l'échange inégal, les arguments les plus inacceptables ont été avancés par les économistes conventionnels européens. Des arguments à la limite du racisme ont été donnés, du genre « mais comment peut-on comparer le travail d'un Congolais à celui d'un Nord-Américain ? ». Arghiri Emmanuel a répondu de façon polémique, mais derrière la phrase polémique se dessine quelque chose de juste, en disant qu'on peut comparer le travail du Congolais à celui du Nord-Américain de la même manière que vous comparez le travail du barbier de New York à celui de l'ouvrier de l'usine de Detroit. S'il y a mondialisation, il y a mondialisation du travail. Ceux qui défendent la mondialisation, qui en parlent à tort et à travers, l'invoquent lorsque cela leur convient et en nient la réalité quand ça ne leur convient pas. Le travail est mondialisé à travers la mondialisation du capital et, par conséquent, la valeur créée par le travail d'un Sénégalais ou d'un Congolais est équivalente à celle produite par le travail d'un Français ou d'un Nord-Américain.

Voilà pour le premier aspect de la question. Il y a l'autre aspect, qui est le pillage des ressources naturelles. Dans les cas de l'économie de traite, il y a le pillage de cette ressource naturelle particulière qui est la terre, qui est importante, vitale pour la survie des paysans. Mais il y a aussi le sous-sol. Le sous-sol, ce sont des ressources partiellement renouvelables, partiellement non renouvelables. Ce sont des ressources qui appartiennent aux peuples qui vivent sur ces terres. Le capitalisme mondialisé s'empare de ces ressources pour la production et la consommation exclusives ou presque de la minorité représentée par les sociétés opulentes du Nord. C'est un pillage de ressources. Un pillage qu'il est difficile de mesurer parce que la quantité disponible de ces ressources limitées ou illimitées est toujours inconnue et, avec le progrès technologique, on découvre de nouvelles ressources, de nouvelles méthodes d'utilisation de ces ressources. Il reste que le pillage de ces ressources est réel.

Deuxième point : comment les peuples ont réagi à ce pillage ?

La polarisation a posé un défi. De ce fait on ne peut pas imaginer aller de l'avant sans se libérer de cette mondialisation impérialiste, à l'origine de la polarisation. Ça, c'était une question que Marx n'avait pas prévue. Les premiers grands mouvements de remise en cause de ce système mondialisé, sont venus des périphéries, et pas des centres. La première grande révolution au nom du socialisme a eu lieu en Russie, pas en Allemagne. Lénine avait vu le problème et il lui avait même donné un nom. La révolution a commencé en Russie parce que la Russie était le « maillon faible » du système impérialiste. Mais Lénine avait gardé l'espoir que la révolution russe



aurait des échos dans les autres pays européens. Il n'y a pas eu d'échos et Lénine a fait un pas de plus avant de mourir. C'est à Bakou en 1920 qu'il a dit : si la révolution russe ne s'étend pas à l'Ouest, pourquoi ne s'étendrait-elle pas à l'Est ? Et l'Est, dans son idée, c'est en l'occurrence principalement la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Iran. Aux frontières de la nouvelle Union soviétique il y avait un état turc, le monde arabe, l'Egypte avec la révolution de 1919. C'était ça l'avenir. Et l'avenir s'est bien dessiné comme il l'avait prévu, c'est-à-dire que la deuxième grande révolution a eu lieu en Chine et au Vietnam, un peu plus tard à Cuba.

Et puis, il y a eu des mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique – l'ère de Bandoeng que j'ai qualifiée de première vague de « l'éveil du Sud » -titre de mon livre sur le sujet. Cette première vague a été radicale à des degrés divers, comme toujours dans l'histoire. Elle a été plus radicale quand elle a été associée à une révolution sociale au nom du socialisme : la Russie, la Chine, le Vietnam, Cuba. Elle a été moins radicale, mais néanmoins importante à travers tous les mouvements de libération de l'Asie et de l'Afrique. Ces mouvements de libération se sont retrouvés à Bandoeng, puis dans le mouvement des Non-Alignés, après avoir donné naissance à l'Inde moderne, à l'Asie du Sud-Est moderne, au Moyen- Orient moderne, à l'Afrique moderne, indépendante. En Afrique, nous avons connu des expériences qui se sont voulues plus radicales et qui se sont qualifiées de socialistes. Le Mali, la Guinée, le Ghana ont été les premiers, suivis par le Bénin, la Tanzanie, le Congo-Brazzaville, Madagascar, ensuite par l'Angola, le Mozambique, le Zimbabwe. Des formes moins radicales ou pas radicales du tout ont caractérisé les expériences des pays qu'on appelait les pays néocoloniaux de l'Afrique.

La page de cette première vague est tournée. Ces régimes, depuis les « plus radicaux » jusqu'aux plus modérés, ont tous à leur actif des réalisations importantes. Mais ils ont tous atteint rapidement les limites de ce qu'ils pouvaient donner. Et n'ayant pas par eux-mêmes dépassé leurs propres limites, ils se sont érodés, voire effondrés. Les impérialistes ont fomenté des coups d'Etat, ici et là. Mais ces régimes se sont effondrés largement par leurs propres insuffisances internes. Le plus fracassant a été l'effondrement de l'URSS en 1990-1991. Mais non moins

gigantesques ont été les changements dans la Chine post-maoïste. Alors cette première page est tournée.

Quelles sont les leçons à tirer de ce premier « éveil du Sud » ? On peut en tirer de grandes conclusions.

La première conclusion est que de la même façon que le capitalisme est né dans les périphéries du monde tributaire, l'Europe périphérique, de la même façon le mouvement au socialisme s'amorce à partir des périphéries du capitalisme contemporain, en Russie et en Chine qui en sont les plus beaux exemples. C'est la première conclusion. De cette observation fondamentale à laquelle je donne l'importance la plus grande, découle une conséquence politique majeure, qui est que la révolution, si on l'appelle ainsi, les avancées révolutionnaires pour être plus modeste, ne sont pas amorcées à partir des centres impérialistes.

La deuxième conclusion est que les peuples répondent et résistent. Ils n'acceptent pas la polarisation. Ils y répondent à leur manière avec leurs limites, mais ils y répondent et ce sont ces réponses qui ont constitué le changement monumental, essentiel du monde moderne avec l'indépendance de l'Asie et de l'Afrique.

Si on me demande quel est le plus grand changement dans le monde moderne ayant une portée universelle, je dirai que c'est au XXe siècle la révolution russe, la révolution chinoise et l'indépendance de l'Asie et de l'Afrique. Impensable en 1913 la révolution russe, impensable en 1950 l'indépendance africaine ? Et pourtant à peine dix ans plus tard, elle est là.

Ma troisième observation et conclusion est la suivante : ce mouvement de transformation dans l'histoire pose un problème gigantesque à la question du socialisme. Parce que l'éveil du Sud signifie l'éveil de sociétés qui sont confrontées à deux tâches contradictoires et conflictuelles. L'une concerne l'exigence d'un développement au sens banal du terme, il faut « rattraper », au moins un peu. On ne peut pas penser le socialisme de l'avenir fondé sur la misère, la pauvreté, avec des paysans qui vivent au

bord de la disette permanente. Il faut rattraper, il faut développer les forces productives.

Mais on ne peut rattraper qu'en faisant autre chose, c'est-à-dire sans copier ce que les Européens ont fait. Et cela, non pas pour des raisons « culturelles », parce que nos ancêtres étaient de couleur différente ou parce qu'ils ont des religions autres que celles qui dominent en Occident. Pas du tout, mais parce que les défis contemporains sont différents. Mon raisonnement n'est pas « culturaliste ». On a besoin d'une voie propre à nous-mêmes, non pas parce qu'on est musulman, ou noir. Non pas du tout pour cela. Parce que les défis sont nouveaux et que la logique de l'expansion capitaliste ruine les possibilités de rattrapage par imitation. Ce sont les trois conclusions que je tire du premier réveil du Sud. Elles sont explicitées dans mon livre « *L'éveil du Sud* ».

Je viens à la troisième facette de ta question. Aujourd'hui, la page de la première vague est tournée, nous rentrons dans une deuxième vague qui se manifeste par l'émergence de grands pays du Sud.

\* \* \*

DMD : Donc pour toi, ces pays émergents illustrent la deuxième vague de « l'éveil du Sud » ?

SA : De même que la première vague a commencé à donner une gamme plus ou moins radicale, la deuxième vague, c'est toujours comme ça dans l'histoire, donnera probablement des résultats inégaux, des résultats forts et brillants pour certains, et peut-être hélas !, négligeables pour d'autres.

Nous rentrons dans cette deuxième vague avec ces pays « émergents ». Effectivement, qu'est-ce qu'on voit ? À partir de la fin du XXe siècle, les années 1990, on voit un certain nombre de pays du Sud accélérer leur industrialisation moderne et donc leur capacité d'exporter sur le marché mondial, mais aussi de réaliser des taux de croissance fabuleux. C'est en premier lieu la Chine. Et ce n'est pas un hasard si le chef de file des pays émergents est la Chine. La Chine était dans le peloton de tête de l'histoire universelle pendant deux mille ans, avant le capitalisme. Elle été le chef de file de la première vague de libération nationale. Elle est à nouveau à l'avant-garde de la deuxième vague.

Mais ce n'est pas exclusivement la Chine. Nous voyons aussi d'autres pays émergents. Des pays continentaux, comme l'Inde et le Brésil, mais aussi des pays de tailles modestes, la Corée du Sud, Taiwan, la Malaisie, peut-être l'Afrique du Sud, peut-être d'autres encore.

La deuxième vague des pays émergents est fondée sur une industrialisation accélérée, pas simplement des industries de substitutions d'importation, mais la mise en place de systèmes productifs industriels modernes et intégrés, ce qui leur donne effectivement une capacité offensive possible sur les marchés mondiaux du capitalisme. Alors à partir de là, où vont ces pays ?

Il y a deux thèses à ce sujet. La thèse conventionnelle dominante affirme qu'ils sont en train de rattraper par le capitalisme et dans le capitalisme mondialisé, non pas en rompant avec le capitalisme mondialisé, mais en s'y insérant avec efficacité et profit. C'est la thèse conventionnelle qui en conclut que Samir Amin a tort, que la déconnexion est mythique et négative, car c'est par l'intégration dans le système mondial qu'on se développe. Ma thèse dit autre chose. En s'industrialisant comme ils le font, par des moyens capitalistes, et dans la mondialisation capitaliste, ces pays émergents restent dominés, même s'ils ont contraint l'impérialisme à réajuster ses formes de domination.

Et c'est là qu'on peut voir la différence entre l'impérialisme ancien et l'impérialisme nouveau. L'impérialisme ancien, quand je dis ancien je ne remonte pas aux calendes, je remonte au XXe siècle, l'impérialisme ancien était fondé sur

le privilège exclusif de l'industrie. Le contraste pays centraux/pays périphériques était synonyme de pays industrialisés/pays non industrialisés. Il ne l'est plus aujourd'hui et le contrôle du système mondial n'opère plus par le monopole de l'industrie, réservée aux centres, mais par les moyens que j'ai qualifiés « les cinq privilèges des centres impérialistes contemporains » :

- La domination sur les technologies avec la surprotection par l'OMC ;
- L'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète ;
- Le contrôle du système monétaire et financier intégré, mondialisé ;
- Le contrôle des moyens de communications et d'information ;
- Le contrôle des armements de destruction massive.

A travers la mise en œuvre de ces cinq monopoles du centre impérialiste, les industries et les systèmes industriels des périphéries émergentes sont réduits au statut de sous-traitants, qui paient une rente impérialiste à différents titres et vivent sous les menaces militaires permanentes.

DMD : Tu veux dire par-là que ces pays dits « émergents » sont des sous-traitants du système représenté par la Triade, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon ?

SA : Ils sont des sous-traitants et leurs exportations sont victimes de l'échange inégal. Ils exportent des marchandises produites avec des coûts de main-d'œuvre très bas par rapport à sa productivité. Ils sont placés sous la menace permanente de l'agression militaire de l'OTAN et des Etats-Unis, qui n'est pas une agression théorique, mais mise en œuvre au Moyen-Orient. Elle menace l'Amérique latine, en particulier le Venezuela, l'Equateur et même l'Amazonie brésilienne, à partir de la base militaire des Etats-Unis en Colombie.

Néanmoins il est presque certain que les pays émergents ne vont pas continuer à subir passivement les conséquences de leur soumission aux « cinq monopoles » qui permettent le prélèvement de la rente impérialiste. Car il s'agit de nations émergentes – ou mieux, de nations ré-émergentes, parce que ce ne sont pas des nations nouvelles. Et le concept de nation ré-émergente est différent du concept du « marché émergent ». Ces nations sont en conflit avec l'impérialisme, en conflit feutré, latent, mais en conflit néanmoins. Et on ne devrait pas être étonné de voir que c'est la Chine qui est engagée dans le conflit le plus marqué. Lorsque Obama est allé à Pékin pour demander aux Chinois deux choses, l'une sur le plan économique d'accepter la réévaluation du yuan et l'autre sur le plan politique d'accepter une politique commune contre la Corée du Nord, Obama n'a rien, absolument rien obtenu.

Ce genre de conflit va s'aiguiser. C'est le sujet d'un papier que je t'ai donné, sur la mondialisation du capitalisme globalisé et le conflit Nord-Sud. Nous entrons dans une période de nouveaux conflits Nord-Sud grandissants, mais cette fois axés non plus sur l'industrialisation mais sur la remise en cause des nouveaux monopoles du Nord que j'ai rappelés tout à l'heure, les cinq monopoles.

\* \* \*

DMD : En parlant des cinq monopoles, tu veux dire que les pays émergents sont en train de contester l'hégémonie des pays du Nord dans ces cinq domaines ?

SA : Oui, cette remise en cause nous conduit à la question de la déconnexion qui est ta troisième question. La déconnexion est incontournable. Il n'y a pas de développement possible sans déconnexion. Hier, aujourd'hui et probablement encore demain.

C'est à partir de là que je reviendrai aux pays émergents. La déconnexion est incontournable dans tous les cas. Mais sa forme et ses objectifs dépendent de ce qui est contesté dans le système impérialiste. La première déconnexion se déploie de la Révolution russe à Bandoeng. La Révolution russe, la Révolution chinoise, les pays du Tiers-Monde de l'ère de Bandoeng ont déconnecté pour s'industrialiser. Et ils n'auraient pas pu s'industrialiser, amorcer leur industrialisation sans se déconnecter. C'est pourquoi ceux qui ont déconnecté le plus se sont industrialisés le plus et ceux qui ont déconnecté le moins, comme l'Afrique, se sont industrialisés le moins.

La nouvelle déconnexion est confrontée à des défis nouveaux, comme je le disais.

L'avantage de l'impérialisme aujourd'hui, ce n'est plus de bénéficier du monopole industriel, mais de contrôler « les cinq monopoles ». La déconnexion aujourd'hui, c'est la remise en cause du contrôle du développement par le moyen de ces cinq privilèges. On peut les prendre maintenant un par un et voir ce qui est en jeu.

Premièrement, il y a la domination technologique. L'impérialisme est sur la défensive et il essaie de surprotéger son monopole technologique par les règles de l'OMC sur les brevets. Mais tout le monde sait que les pays du Tiers-Monde, notamment la Chine, mais pas exclusivement la Chine, ont désormais les moyens de développer ces technologies par eux-mêmes, s'ils le veulent, et certains le font. Le monopole de la technologie est fragile.

Deuxièmement, il y a le monopole de l'accès exclusif aux ressources naturelles de la planète. Le Nord, la triade impérialiste, ne peut se garantir cet accès exclusif pour lui-même que par un seul moyen : militaire. Les aventures militaires des Etats-Unis et de ses alliés subalternes de l'Otan au Moyen-Orient, les menaces contre l'Iran, contre la Corée du Nord, contre le Venezuela, l'AFRICOM, visant à installer une base militaire permanente des Etats-Unis en Afrique, dans la région du Golfe de Guinée, riche en pétrole, le gigantesque réseau de bases militaires étatsuniennes couvrant la planète entière, la théorie des « guerres préventives » et la manipulation de l'épouvantail du « terrorisme » s'inscrivent dans cette logique stratégique.

Le contrôle de ces ressources naturelles par la politique de corruption systématique (le *bakchich*) est réservé aux pays les plus fragiles. Le plus bel exemple est le Niger, qui est le troisième exportateur mondial d'uranium. C'est une richesse fabuleuse. Et en plus, la position géographique du pays, situé entre l'Algérie, la Libye et le Nigeria, est stratégique. Et comment les Occidentaux, à travers les

Français, maintiennent-ils leurs privilèges pour AREVA ? Par la politique du *bakchich*. Le Niger est l'un des pays les plus misérables, mais qui reçoit une aide extérieure relativement considérable.

Le contrôle des richesses naturelles peut également opérer par la mobilisation politique et militaire d'alliés locaux subalternisés. C'est le cas de l'Ouganda de Museveni et du Rwanda de Kagame, qui interviennent au Congo, avec toute la sauvagerie que cela implique, pour le compte du capital des monopoles de la triade.

Ce contrôle des ressources de la planète par le centre est menacé aujourd'hui par les pays dits « émergents ».

Troisièmement, il y a le contrôle du marché monétaire et financier intégré mondialisé. Ce contrôle est en train de s'effondrer par lui-même, comme le montrent les assauts contre le dollar. La Chine a pris l'initiative, encore une fois, avec ses associés de l'Organisation de Coopération de Shanghai (qui regroupe la Chine, la Russie, l'Asie centrale, et des observateurs importants, comme l'Inde, l'Iran et, indirectement, à travers les accords ASEAN Chine quelques pays d'Asie du Sud-Est), de remettre en question ce monopole de la gestion du marché monétaire et financier mondial.

Le quatrième monopole, celui de la communication.

Dans ce domaine, les pays du Sud ont encore peu progressé. Il y a bien l'exemple d'*Al Jazeera*, une télévision de portée mondiale, indépendante apparemment, mais néanmoins ambiguë et limitée par les contraintes de son financement par le capital pétrolier du Golfe. Nous avons bien l'exemple de *TéléSur* que les Vénézuéliens veulent mettre en place, mais qui est encore très limitée et qui n'est pas de première qualité, malheureusement, jusqu'à présent. Les conflits autour du contrôle des moyens informatiques sont déjà engagés, encore une fois en Chine en particulier. Ils sont appelés à prendre toujours plus d'ampleur,

Le cinquième monopole, qui concerne les armements de destruction massive, occupe une place majeure dans la géostratégie mondiale. Ce monopole a peut-être amorcé la phase de son effritement par l'accès aux armes nucléaires d'un nombre grandissant de pays du Sud. Et bien que je ne sois pas militariste de tempérament, je défends le droit des pays du Sud à l'accès à l'armement nucléaire tant que les Etats-Unis n'y auront pas renoncé. Indépendamment de ce que l'on peut penser du gouvernement de l'Iran - et je n'en pense pas beaucoup de bien - la nation iranienne, comme toutes les autres, a le



droit à des armements nucléaires. N'oubliez pas que l'Irak a été agressé non pas parce qu'il possédait des armes de destruction massive, mais parce qu'il n'en possédait pas.

Les cinq monopoles sont donc déjà l'objet de remises en question par les pays du Sud. C'est cela la déconnexion de la deuxième vague.

\* \* \*

DMD : Je te demandais si ces pays dits émergents aujourd'hui représentent une possibilité de « rattrapage » à l'intérieur du système. La réponse était non. Là, tu dis, ils contestent les monopoles des pays occidentaux sur les cinq domaines que tu as cités.

SA : Nous revenons à la même grande question : qu'est-ce que ces pays vont pouvoir réaliser dans l'avenir visible ?

Il est difficile de répondre à cette question. Les pays qui tenteront de rester inscrits dans la mondialisation sans avancer dans la voie de la déconnexion ne réaliseront pas grand-chose. Leur industrie restera une industrie de sous-traitance. Ceux qui sont plus ambitieux et qui tenteront de remettre en question les véritables monopoles du Nord seront menacés d'agression militaire. Ils ne pourront répondre à ce défi que si leur régime devient un régime réellement populaire, soutenu fortement à l'intérieur par leurs peuples. De la même façon que les régimes de Bandoeng les plus fragiles se sont effondrés les premiers et que ceux qui bénéficiaient d'un soutien populaire authentique et puissant ont mieux résisté, de la même façon les pays émergents à l'heure actuelle ne résisteront aux agressions occidentales que dans la mesure où ils bénéficieront du soutien de leurs peuples. Ce soutien interne, ils ne peuvent pas l'obtenir par des discours nationalistes. Il exige le déploiement d'un bloc historique anti-impérialiste et populaire, la mise en œuvre de politiques qui produisent des résultats tangibles en faveur des classes populaires.

---

#### La déconnexion :

condition d'un développement autonome et autocentré du Sud

DMD : Cher Samir, j'ai été impressionné, lors de l'un de nos entretiens, par le développement historique que tu as fait sur l'origine du capitalisme, sur la polarisation et pourquoi elle persiste. Et on avait abordé le problème de la déconnexion. Je voudrais qu'on revienne un peu sur ce concept de déconnexion avant de passer au problème lié à l'échange inégal, parce que la polarisation, comme tu l'as si bien analysée, c'est tout simplement en termes de pillage des ressources de la Périphérie par le Centre du système. Et l'échange inégal est l'une des illustrations de ce pillage. Alors dans ton livre sur l'échange inégal, tu insistes beaucoup sur la déconnexion, car pour toi, il est impossible pour les pays du Sud de se développer dans le cadre du capitalisme, parce que tout simplement les pays du Centre ne le permettraient pas et la logique même du capitalisme ne le permettrait pas. Lors de notre précédent entretien, on a parlé de quelques exceptions qui, peut-être, confirment la règle, comme la Chine, l'Inde et d'autres pays dits « émergents ». Peut-on revenir un peu sur la déconnexion ? Comment l'entrevois-tu et quelles sont les possibilités de cette déconnexion aujourd'hui pour les pays du Sud, c'est-à-dire les pays africains et les autres régions du Sud ?

SA : Merci de ton compliment qui me touche. Je reviens donc sur la question de la déconnexion. Le système du capitalisme mondialisé, réellement existant, est un système impérialiste. Cela veut dire que le capital dominant, qui est celui de la Triade impérialiste, le Centre, désormais économiquement unifié, mais pas politiquement, perçoit à travers cette polarisation une rente impérialiste, bénéficie d'une rente impérialiste.

Cette rente impérialiste est gigantesque et en partie mesurable. A travers notamment l'échange inégal. J'y ai fait référence dans mon livre sur *L'échange*

*inégal* et je maintiens les positions que j'ai défendues à l'époque. Mais ce n'est pas tout. Les formes de ponction de cette rente impérialiste sont diverses et ont évolué à travers l'histoire ; et elles ne sont pas toutes exactement « mesurables ». Certaines le sont. Par exemple, au cours de la période des « 30 Glorieuses », c'est-à-dire de

1945 à 1975, lorsque les pays occidentaux ont connu des rythmes de croissances exceptionnels, de l'ordre de 4 ou 5 pour cent en moyenne annuelle (c'était le taux le plus élevé dans l'histoire du capitalisme, l'énergie était gratuite. Le pétrole était pratiquement gratuit au prix de deux dollars le baril, avant 1973. Entre 1945 et 1975, on a donc enregistré une forte croissance dans les pays occidentaux. Mais à quel prix ? Au prix d'un accès à cette ressource énergétique décisive, pour l'époque, le pétrole, gratuitement ! Et d'ailleurs la croissance s'est effondrée à partir de 1975. Mais je ne dis pas que les initiatives prises par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le relèvement du prix du pétrole sont à l'origine de cette crise. Nous avons – la « bande des quatre » – expliqué autrement cette crise, associée au long déclin du capitalisme historique. Et cela dès l'époque, vers 1975, dans notre ouvrage collectif, *La Crise, quelle crise ?*

Cette forme de pillage des ressources naturelles garantie par un accès exclusif des puissances de la triade s'est considérablement aggravée par la suite. Bien que le pétrole ait connu une révision des prix en hausse, le pillage continue. Ce qui n'est plus mesurable, c'est le privilège que représente pour les pays capitalistes développés cet accès, même payant aujourd'hui, mais exclusif, privant les pays en voie de développement, les pays du Sud, d'un usage analogue de leurs propres ressources naturelles.

Le système capitaliste mondialisé réellement existant est fondé sur la ponction d'une rente impérialiste prélevée sur les ressources naturelles des pays du Sud. La rente impérialiste, qui était associée dans le passé au monopole de l'industrie, est aujourd'hui associée à la mise en œuvre des cinq monopoles du Centre. La rente impérialiste – une réalité permanente, au-delà de ses formes différentes successives – rend impossible le rattrapage dans le cadre du système. Il n'y a pas « d'exception ». La Chine, l'Inde ne sont pas les exceptions qui confirment la règle, ces pays sont soumis à la forme nouvelle de la polarisation opérant à travers les cinq monopoles.

C'est-à-dire que si les choses devaient se poursuivre comme elles sont, la Chine et l'Inde constitueront les périphéries de demain et non pas des centres nouveaux. Quant aux pays qui ne sont pas engagés dans l'industrialisation, l'Afrique sub-saharienne, ils seront des pays « marginalisés ». C'est le titre d'un livre collectif que nous avons publié il y a quelques années, « *Afrique : exclusion programmée ou Renaissance ?* ». L'exclusion n'est pas le produit d'un choix volontaire africain ; c'est le système qui « exclut ».

L'objectif de la déconnexion est de priver l'impérialisme de sa rente impérialiste.

Alors, là se pose ta deuxième série de questions : comment se déconnecter ? Et qui peut se déconnecter ?

Comment se déconnecter ? Il est évident que la forme de la déconnexion dépend de la forme de la rente impérialiste que l'on remet en cause. Hier, lorsque la rente impérialiste était produite par l'exclusivité de l'industrie, la déconnexion se traduisait par la mise en œuvre de politiques d'industrialisation. Aujourd'hui, puisque la rente impérialiste n'est plus liée à l'exclusivité industrielle, mais au contrôle de cette industrie à travers les cinq monopoles, la déconnexion s'exprime par la remise en question de ces cinq monopoles.

\* \* \*

DMD : Dans un entretien précédent, tu disais que les pays dits émergents contestent les cinq monopoles de la Triade...

SA : Et c'est en cela qu'ils ne font pas exception à l'exigence de déconnexion, parce que dans leur contestation de ces cinq monopoles, ils seront contraints de se déconnecter. La logique de leur trajectoire, c'est de tendre vers la déconnexion

Alors, maintenant on peut aborder l'autre dimension de la question : qui peut se déconnecter ? Quand je dis qui, je ne parle pas de pays, je parle de quelles forces sociales à l'intérieur des pays du Sud. Cette question est extrêmement compliquée. Deux réponses dogmatiques, fausses l'une et l'autre.

Première réponse dogmatique : seul le prolétariat associé à la paysannerie pauvre peut se déconnecter. C'est vrai à un niveau très abstrait. On devrait dire, seul le prolétariat associé à la paysannerie pauvre peut pousser la déconnexion jusqu'à son terme. Mais la bourgeoisie peut amorcer la déconnexion.

L'autre réponse, tout aussi dogmatique : c'est la bourgeoisie qui peut se déconnecter. Non, la bourgeoisie, dans sa tendance dominante, est compradore parce qu'elle s'est constituée et se constitue dans le système mondial dont elle est bénéficiaire à titre mineur, et qui de ce fait ne conçoit pas la déconnexion.

\* \* \*

DMD : Mais dans la première déconnexion, suite à la conférence de Bandoeng, dans certains de ces pays, c'était bien la bourgeoisie qui s'était engagée dans ce processus de déconnexion...

SA : C'est bien ce que j'ai écrit dans « *Pour des initiatives indépendantes du Sud* ». Je rappelais dans « *L'éveil du Sud* » les conditions historiques de la période de Bandoeng. La réalité, puisque nous rejetons les deux dogmatismes, la réalité est située entre ces deux visions. Elle est conflictuelle. Des segments de la bourgeoisie annoncent vouloir amorcer la déconnexion, mais toujours avec des limites, parce qu'elles craignent leurs propres peuples. Les classes populaires peuvent les pousser plus ou moins loin. Les déconnexions les plus radicales se développent lorsque la

libération nationale est associée à un grand mouvement révolutionnaire, populaire, comme ce fut le cas en Chine. La déconnexion est « modérée » quand le mouvement de libération nationale demeure dirigé par la bourgeoisie même avec l'appui des classes populaires, comme en Inde ou en Afrique, (Mali, Ghana, Tanzanie, etc.). La déconnexion est insignifiante lorsque la bourgeoisie conserve seule le pouvoir.

Mais attention : il n'y a pas une bourgeoisie nationale et une bourgeoisie compradore. Il y a une bourgeoisie tout court, partagée entre une tendance nationale et une tendance compradore. Cela trouve son reflet dans des divisions politiques au sein de la bourgeoisie.

La bourgeoisie, elle, est les deux en même temps. Elle est en même temps nationale et compradore (rentière, parasitaire). Elle se comporte comme une bourgeoisie « nationale » si les circonstances lui permettent d'avancer dans le système mondial, d'élargir sa marge de manœuvre dans le système. Si les circonstances ne le lui permettent pas, elle s'ajuste aux exigences de la soumission.

Par ailleurs la bourgeoisie en question est une bourgeoisie embryonnaire, nouvelle, composée de segments hétéroclites dont certains ne sont que ce que j'appelle des classes potentiellement bourgeoises, mues par des aspirations bourgeoises, mais qui n'ont pas la position de bourgeois au sens de propriétaires de capital.

Ce qu'on appelle la petite bourgeoisie en général, c'est-à-dire des segments de la société qui, par leurs privilèges, notamment d'éducation, de position dans l'appareil d'Etat, dans l'armée, peuvent avoir l'ambition d'exercer le pouvoir, devenir classe politique dominante et éventuellement s'ériger en bourgeoisie d'Etat.

Voilà le problème de la déconnexion, comme je vois. Comme tu vois, la déconnexion n'a rien à voir avec le « bla bla » stupide de la Banque mondiale qui la rejette, en disant que c'est l'instauration de l'autarcie. Il ne s'agit pas du tout d'autarcie !

Dans les conditions actuelles du capitalisme mondialisé, la déconnexion exigera probablement la constitution de « groupes » régionaux de pays associés à cet effet. Pour un pays isolé il sera plus difficile de se déconnecter. Je prends l'exemple de l'Amérique latine : le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie peuvent s'associer dans un processus de déconnexion collectif.

Je dirai : c'est nécessaire ; c'est possible ; c'est difficile. La déconnexion ne sera jamais

parfaite, mais toujours limitée. Elle est nécessaire parce que le rattrapage dans le système est illusoire. Une illusion nourrie par le succès dans de temps court, comme par exemple pour les exportations chinoises dans les vingt dernières années. Mais ce n'est pas durable. On commence à en voir les effets négatifs et les limites.

Ce qui est nécessaire est possible. C'est difficile précisément à cause des aspirations bourgeoises des classes dominantes et de l'insuffisance de l'expression autonome

des classes populaires. C'est pour cela que je parle d'avancées révolutionnaires et non de révolution. On peut en donner des exemples contemporains.

Il faut insister sur les conditions politiques de la déconnexion. Fussent-ils à travers les élections, les changements de gouvernements ne sont pas négligeables. Une deuxième condition est un appui national et populaire aux gouvernements qui s'engagent dans la voie de la déconnexion. Ce soutien permet de faire face à l'opposition féroce de la bourgeoisie réactionnaire à l'intérieur du pays concerné, soutenue par l'impérialisme nord-américain. On le voit dans le cas du Venezuela. La bataille n'est pas gagnée d'avance. Elle est de longue haleine.

Il y a des projets de déconnexion collective en Amérique latine. L'Alternative Bolivarienne des Amériques (ALBA) est un projet de déconnexion, économique, fondé sur la construction d'un marché interaméricain indépendant. Au-delà, l'ALBA vise également à contrôler l'accès aux ressources naturelles de la région et à organiser leur utilisation pour le développement de l'Amérique du Sud dans son ensemble, à titre prioritaire. Au plan politique, elle s'exprime par l'exigence de l'évacuation des bases militaires nord-américaines.

Mais ce projet n'avance que lentement. Et il reste menacé, tout comme les régimes sont eux-mêmes menacés par leurs bourgeoisies réactionnaires soutenues par l'impérialisme nord-américain. On a vu dans un pays très fragile, le Honduras, comment une velléité de s'engager dans ce projet a été brisée net par un coup d'Etat soutenu par Obama.

Un autre exemple très différent est celui de la Chine. La classe dominante en Chine n'est pas « la bourgeoisie ». Mais la classe dirigeante d'un parti-Etat, une classe constituée à partir d'une révolution populaire. Dans cette classe, s'expriment des tendances contradictoires, y compris désormais des tendances compradores et des aspirations bourgeoises nationales. Elles sont symbolisées d'une façon parfois amusante lorsque cette classe dominante décide d'abandonner le costume Mao et d'adopter la cravate. Mais on voit tout également s'exprimer des tendances nationales et qui, elles, trouvent un écho dans les classes populaires. Par ailleurs en Chine, les luttes de classes sont réelles et importantes ; on le voit à travers les grèves de ces derniers temps, de très nombreuses grèves. L'alliance du courant nationaliste dans la classe dirigeante et les classes populaires peut avancer.

Il existe aussi des pays où pour le moment il ne se passe à peu près rien. Ce sont des pays marginalisés. Mais attention. Au plan du « développement économique », la Bolivie et le Népal ne sont pas plus avancés que le Sénégal ou le Nigeria. Néanmoins la Bolivie et le Népal, en dépit de leur statut de « moins avancés », ont réalisé des avancées politiques considérables. Et il y a des pays qui disposent de potentiels économiques supérieurs au Népal et à la Bolivie, comme le Nigeria, qui n'ont pas avancé du tout.

\* \* \*

DMD : L'industrialisation est toujours une option pour ceux qui veulent se déconnecter.

SA : Elle reste incontournable. On ne peut pas avancer sans industrialisation. On reconnaîtra facilement que de ce point de vue on peut distinguer quatre groupes de

pays :

- 1- les pays de la Triade impérialiste les plus industrialisés historiquement jusqu'à présent,
- 2- les pays émergents les plus industrialisés, Chine, Inde et quelques autres,
- 3- les pays des périphéries semi-industrialisés, comme l'Égypte, l'Algérie, quelques autres,
- 4- les pays pratiquement non industrialisés, comme la majeure partie de l'Afrique.

Y a-t-il une corrélation entre ce classement et celui qui concerne le degré de réalisation des objectifs de la souveraineté alimentaire ? Oui, absolument. Les pays les plus industrialisés, avec une population rurale de 5 ou 6 pour cent de leur population globale, non seulement couvrent la totalité de leurs besoins alimentaires (même si on peut discuter de la qualité de leurs produits alimentaires !), mais disposent d'un excédent exportable, avec lequel ils veulent inonder nos marchés.

Les pays les plus industrialisés du Tiers-Monde, la Chine en particulier, ont atteint un niveau de souveraineté alimentaire correct. La Chine alimente sa population à peu près correctement, même s'il y a encore des poches de pauvreté. Avec 6 pour cent des terres arables de la Planète, elle nourrit correctement 22 pour cent de la population mondiale. Les pays semi-industrialisés, par contre, sont déjà fortement dépendants pour leur alimentation. L'Égypte et l'Algérie en sont des exemples criants. Et si on regarde enfin les pays les moins industrialisés (l'Afrique), ce sont les pays les plus dépendants au plan alimentaire.

L'industrialisation est incontournable et la marginalisation est le produit de la non-industrialisation. Lorsque la Banque mondiale, les « humanitaires » européens disent l'Afrique, ne doit pas s'industrialiser, que c'est très tôt pour elle, ils nous enferment dans l'impasse. On ne peut pas développer l'agriculture sans industrie.

Mais attention : le terme d'industrialisation est galvaudé, et se retrouve dans tous les discours du « modernisme », celui des nationalistes progressistes du Sud, des socialismes du XXe siècle comme celui de la Chine contemporaine, voire de la Banque mondiale, dans une vision commune, partagée, fondée sur la « productivisme », avec ce qu'il entraîne de mépris pour les conditions de travail et la reproduction des conditions naturelles.

Ce que j'entends par l'industrialisation incontournable est autre chose. Le défi ne concerne pas seulement le choix des industries (pour satisfaire quels besoins ?), éventuellement des technologies. Il concerne tout autant les formes de propriété

et la volonté de socialiser la gestion de l'économie. Il se peut fort bien qu'au départ place soit donnée à la diversité des formes de propriété, d'Etat, de coopératives, de collectifs de travailleurs et de citoyens, mais aussi de la propriété privée capitaliste. A condition que dès le départ on s'engage dans la voie de la socialisation réelle, fût-elle lente et progressive, de la gestion économique à tous les niveaux, de l'entreprise, du district et de la nation. A condition donc qu'on ne remette pas aux calendes l'engagement dans cette voie, en adoptant le principe de bon sens apparent, mais fatal : d'abord « développer », après on verra. Dans ce sens je ne suis pas « moderniste ». Mais pas davantage « postmoderniste ». Je suis, je crois, simplement marxiste. Mais ça, c'est une autre affaire, philosophique, qui n'est pas l'objet de notre entretien.

---

Emancipation du Sud : intégration ou déconnexion ?



Mais Bandoeng a suscité d'autres initiatives, comme le mouvement des Non-Alignés, ce qu'on a appelé la Tricontinentale, le Nouvel ordre économique international (NOEI). Que reste-il de toutes ces initiatives et de tous ces mouvements, à ton avis ?

SA : Je t'ai envoyé un papier intitulé « *les initiatives indépendantes du Sud* », un document que tu as reçu (à lire dans la troisième partie de ce livre, DMD). Dans les années 1950, très tôt après la Deuxième Guerre mondiale, le débat a été ouvert, feutré, à l'intérieur de certains partis communistes d'Asie et d'Afrique, pas en Europe, pas en Amérique latine, en Chine, en Inde, en Indonésie, aux Philippines, en Egypte, Syrie, Irak, Iran, à ma connaissance, et peut-être dans d'autres.

Le débat portait sur la question suivante : le monde n'est pas constitué de deux blocs, l'Est et l'Ouest. Il est fait de trois blocs : Est, Ouest et Sud. Le Sud qui venait de reconquérir son indépendance ou en voie de reconquête de son indépendance, l'Asie et l'Afrique. Ce Sud doit prendre des initiatives, les forces progressistes, les partis communistes, doivent prendre des initiatives pour s'affirmer comme des partenaires actifs dans le système mondial. Ne pas laisser la confrontation Est- Ouest se développer comme si eux n'existaient pas.

Cela a donné des résultats. Le résultat, ce fut Bandoeng. Je ne veux pas dire que Bandoeng a été fabriqué par les communistes des pays mentionnés. Le rôle des dirigeants nationalistes de l'Inde, l'Indonésie, l'Egypte de Nasser, et des grands partis d'opposition ailleurs, ont pensé également que les conditions existaient pour que le Sud s'affirmât comme une force indépendante.

\* \* \*

DMD : Le projet de Bandoeng, qu'est-ce que c'est ? Surtout l'impact de ce projet, comme le nouvel ordre économique ?...

SA : On peut dire que les dirigeants du Sud qui s'étaient réunis à Bandoeng ont transformé le monde. Ils ont affirmé non pas seulement l'indépendance de leurs pays, le drapeau et un hymne, mais affirmé la présence réelle du Sud dans le système mondial. La période ne peut être lue comme celle de la bipolarité, comme le discours dominant sur la guerre froide veut nous le faire croire. Je dois dire qu'il n'y aurait pas eu d'indépendance en Afrique, sans Bandoeng. Cela aurait été beaucoup plus difficile. C'est Bandoeng 1955 qui a amené les Britanniques à penser, « bon, on ne va pas continuer éternellement dans la guerre contre les Africains au Kenya. On va penser à accepter l'indépendance ». Et le premier pays bénéficiaire de ce revirement a été le Ghana, devenu indépendant en 1957. Et c'est également à ce moment que Gaston Defferre a pensé : « il faut, nous aussi, à travers la Loi-cadre, acheminer les Etats africains vers une indépendance contrôlée avant que ça nous échappe ».

Bandoeng a joué un rôle gigantesque. C'est la raison pour laquelle tous les pays africains ont intégré le mouvement des Non-Alignés dès 1961 ou peu après. Même la Côte d'Ivoire de Houphouët Boigny, même le Gabon de Léon Mba, tous, tous, tous ! Cela a permis des transformations économiques et sociales – j'ai donné l'exemple de l'éducation – d'une portée gigantesque. Nous avons alors connu une époque de polycentrisme qui ne peut être réduit à la bipolarité de la guerre froide.

Mais, et j'en fais aussi l'analyse, Bandoeng avait aussi ses limites. Bandoeng était le produit de mouvements de libération nationale non radicalement révolutionnaires. Sauf, bien sûr, la Chine, le Vietnam, Cuba. Beaucoup de compromis avec des directions bourgeoises ou à tendance bourgeoise ouverte, comme c'était le cas avec l'Inde, ou des mouvements populaires sans plus, comme c'était le cas avec le Ghana de Nkrumah, le Mali de Modibo et d'autres.

Les limites de ce que Bandoeng pouvait réaliser ont été rapidement atteintes. Bandoeng et le non-alignement sont quand même à l'origine d'une décennie et demie de développement et de transformations fulgurants. Les années 1960 jusqu'au milieu des années 1970. Et puis le mouvement s'essouffle. Et, comme chacun le sait, qui n'avance pas recule. Donc, à partir de ce moment-là, les régimes de Bandoeng ont amorcé leur érosion.

\* \* \*

DMD : Alors, penses-tu que le nouvel éveil d'aujourd'hui, avec l'ascension de certaines

puissances du Sud, préfigure une résurrection de Bandoeng et l'instauration d'un nouvel ordre en faveur du Sud ?

SA : J'espère bien que non. J'espère plus. On ne peut pas faire un *remake* de Bandoeng. D'abord, parce qu'à l'époque Bandoeng, en 1955, les régimes en place étaient

légitimes. Ils étaient issus soit de grandes révolutions socialistes, la Chine, quelques années plus tard, Cuba, le Vietnam en guerre, soit de mouvements de libération nationale qui avaient bénéficié d'une adhésion populaire réelle. Les Etats issus de l'indépendance africaine étaient tous légitimes aux yeux de leurs peuples, parce que l'indépendance était un grand pas en avant.

Bandoeng était le Bandoeng des gouvernements, mais en même temps, il était le Bandoeng des peuples. Parce que ces gouvernements étaient légitimes, même les gouvernements dits néocoloniaux d'Afrique, comme la Côte d'Ivoire sous Houphouët Boigny. Il y avait confluence entre les peuples et les gouvernements, confluence non sans contradictions certes. Nous sommes aujourd'hui dans une situation différente. Les gouvernements en place dans le Sud ont, à degrés divers, largement perdu leur légitimité. De ce fait, il devient difficile d'imaginer un « Bandoeng 2 » des Etats et des peuples en même temps.

Un Bandoeng des peuples est-il possible ? Ma réponse est positive. La reconstruction d'une solidarité des peuples du Sud amorcerait la transformation des gouvernements, leur évolution et sans doute également des changements. Comme cela a lieu en Amérique latine.

Attention : nous avons besoin de construire des convergences entre les mouvements des peuples et l'action de gouvernements transformés par le progrès de ces mouvements. Car les gouvernements, en dépit de leur vassalité, sont de moins en moins « enthousiastes » dans leur soumission aux dogmes néolibéraux dont leurs pays sont les victimes. D'où, par exemple, les blocages ou les ralentissements qu'on a vus à l'OMC pour le Cycle de Doha. Dans certains gouvernements du Sud, bien que bourgeois, les tendances nationalistes peuvent l'emporter sur les tendances comprador. La Malaisie en est l'exemple. Il y a également des systèmes de pouvoir qui restent les héritiers de grandes révolutions, la Chine, le Vietnam et Cuba. Et ils ont déjà commencé à prendre des initiatives. J'ai déjà parlé des initiatives du Groupe de Shanghai. Il faut également mentionner les avancées révolutionnaires, en Amérique latine, et les propositions d'initiatives collectives – l'Alternative Bolivarienne des Amériques (ALBA), la Banque du Sud. Je dirai donc que s'amorcent, en pointillé, des changements importants.

---

#### Les débats au sein de la « Bande des Quatre »

DMD : Cette question est liée à ta conception du capitalisme comme système mondial et à la théorie du système-monde représentée par Immanuel Wallerstein. Ta conception est, bien sûr, antérieure à celle de Wallerstein. Quelles sont, à ton avis, les similitudes et les différences entre les deux ?

SA : Tu viens de le dire, j'ai analysé le capitalisme comme système mondial très tôt. Le titre de ma thèse de Doctorat « *Accumulation à l'échelle mondiale* » en témoigne. Et j'ai depuis, pendant 50 ans, tenté d'approfondir et de développer cette vision du capitalisme réellement existant.

Lorsque I. Wallerstein a élaboré sa théorie du système-monde, dans les années 1960-1970, je me suis retrouvé naturellement proche de lui, dans ce sens que nous

partagions, et avec quelques autres, – Giovanni Arrighi et André Gunder Frank –, cette vision fondamentale : le capitalisme doit être analysé comme un système mondial et non comme une juxtaposition de capitalismes nationaux inégalement développés. Ça, c'est notre dénominateur commun. Il est fondamental. Ceci dit, nous restons quatre personnes – qu'on a appelées la « Bande des Quatre » (Samir Amin, Giovanni Arrighi, André Gunder Frank et Immanuel Wallerstein) – qui ont leur propre personnalité. Et nous n'avons pas toujours été d'accord.

Entre autres, la différence qui me sépare de Wallerstein, c'est que je suis marxiste et que Wallerstein ne l'est pas. Wallerstein a parfaitement le droit de ne pas être marxiste, et il y a des écrits formidables qui ont été produits par des non marxistes, dont Wallerstein. Mais c'est une différence importante, parce que, moi, j'attribue, à l'analyse que Marx fait du capitalisme une importance fondamentale. Wallerstein adopte une définition plus large du capitalisme, qu'il assimile à l'expansion des marchés et du travail salarié.

\* \* \*

DMD : Tu as écrit un livre intitulé *Le développement inégal*. André Gunder Frank a écrit « *Le développement du sous-développement* ». Il y a celui d'Arghiri Emmanuel, « *L'échange inégal* ». Ces livres, qu'ont-ils de commun ? Quelles sont leurs différences, pour ne pas dire leurs divergences ?

SA : Là encore, tu poses plusieurs questions en même temps, que je vais distinguer.

D'abord les étapes de développement de ma théorie. Première étape, *L'accumulation à l'échelle mondiale, 1954-1956*. Deuxième étape, *Le développement inégal, 1973*. C'est-à-dire, la reformulation de l'accumulation en termes moins académiques, puisque la première étape concernait une thèse de Doctorat. La deuxième étape a été la mise à jour et surtout le développement de la vision historique de la formation du capitalisme mondial et du sous-développement. Troisième étape, *Classes et nation*, à peu près à la même époque, deux ans plus tard, je crois, 1976, dans lequel je reprends *Le développement inégal*, mais en mettant davantage l'accent sur l'articulation des transformations sociales asiatiques et africaines, principalement pré-modernes et de la mondialisation capitaliste. Quatrième étape, *Le matérialisme historique et la loi de la valeur*, que je viens de reprendre, sous le titre *La mondialisation de la loi de la valeur*.

Ça, ce sont les étapes de la progression dans la conceptualisation de mes thèses. Il y a progression, approfondissement du concept fondamental de la mondialisation de la loi de la valeur. La prise en considération, la mise en relief de la forme mondialisée de la loi de la valeur, comme différente de la loi de la valeur tout court. Mon dernier livre, *La mondialisation de la loi de la valeur*, en voie de publication en français, anglais, espagnol, arabe, et chinois, fait sur ce point l'état actuel de ma pensée. Ça c'est un premier point.

Deuxièmement, le débat sur l'échange inégal. Ce débat marque une étape dans cette évolution. Le pavé dans la marre a été jeté par Arghiri Emmanuel, avec un livre portant ce titre, *L'échange inégal*. Thèse que je partage avec Emmanuel. Mais il y a aussi des différences. Le point de vue fondamental que je partage, – le pavé dans la marre –, c'est l'affirmation par Emmanuel selon laquelle la force de travail n'a qu'une valeur à l'échelle mondiale, mais qu'elle a des prix différents. Une seule valeur à l'échelle mondiale, parce que le capitalisme est un système mondial. Emmanuel développe sur ce plan un argument polémique, mais qui est très fort. Il répond aux arguments des bourgeois, et même de beaucoup de marxistes, qui disent « comment peut-on comparer le travail d'un Congolais avec celui d'un Américain » ! Eh bien, Emmanuel répond et dit : « exactement, comme vous comparez le travail d'un barbier à New York avec le travail de l'ouvrier de l'automobile de Detroit ». La force de travail a la même valeur, partout. Mais cette force de travail, qui a la même valeur, n'a pas le même prix, parce que le système capitaliste mondial est fondé sur une tendance forte à l'ouverture des marchés des marchandises à l'échelle mondiale, à l'ouverture des flux de capitaux à l'échelle mondiale, mais pas aux migrations de la force de travail. Là est toute la différence !

L'Europe avait bénéficié, au XIXe siècle, d'une immense capacité d'émigration vers les Amériques, l'Australie, l'Afrique du Sud. Et comme l'a dit Evo Morales, ils n'avaient pas besoin de visa pour s'installer et même voler les terres des autres. Ce qu'ils ont fait. Par contre, le Sud actuel, l'Asie, l'Afrique, ne dispose pas de cette possibilité. Les migrations, qui existent, ne sont qu'une goutte d'eau. Ce n'est pas 30.000 Sénégalais en France qui changent les conditions du Sénégal. Ces conditions sont transformées pour les migrants, s'ils arrivent jusqu'en France et s'ils parviennent à obtenir un travail décent et des papiers. Mais ça ne change rien quant au développement du Sénégal.

Dans ces conditions, les échelles mesurant la différence entre les rémunérations du travail, – les salaires réels –, d'une part, et les niveaux de productivité, d'autre part, sont différentes. Oui, il y a des productivités différentes dans les pays du Nord et du Sud. Dans une usine de textile au Sénégal et une usine de textile en France, les productivités ne sont pas égales, mais elles sont proches. Admettons même dans un rapport de 1 à 2 ou de 1 à 3, en faveur du Nord. Par contre, les différences de salaires réels, le prix de la force de travail ne s'étalent pas de 1 à 2 ou de 1 à 3, mais de 1 à 10, voire de 1 à 20 ! C'est là la base de l'échange inégal, pour moi. A travers l'échange inégal s'exprime la mondialisation de la loi de la valeur. Arghiri Emmanuel n'est pas allé jusque là. Il s'est contenté de jeter le pavé dans la marre. Je prétends, – et mon petit livre, *L'échange inégal et la loi de la valeur*, en fait foi – que je suis allé plus loin qu'Emmanuel sur ce point. Le débat sur l'échange inégal a bien constitué une étape dans la formulation de la loi de la valeur mondialisée.

---

#### Développement et sous-développement

DMD : A propos de développement, j'ai vu que dans ton livre, *Itinéraire intellectuel*, tu as critiqué ce que tu as appelé le « *desarrollismo* » latino-américain et même « l'école de la dépendance ». Pourquoi la critique de ces deux écoles, que les gens pensaient proches de tes thèses ? Est-ce parce qu'elles n'allaient pas assez loin, qu'elles ne remettaient pas assez en cause la conception conventionnelle du développement et de la dépendance ?

SA : Tu fais deux critiques qui sont distinctes : la critique du *desarrollismo* et la critique de la dépendance.

La critique du *desarrollismo*. Le *desarrollismo* a été un ensemble de propositions pour le développement de l'Amérique latine, construit à l'intérieur de la CEPAL, dans sa première vague, sous la direction de Raul Prebisch. On lui a donné le nom de « *desarrollismo* », c'est-à-dire, de *développementisme*, qui correspond à cette vision. Cette vision a été effectivement bourgeoise. Bourgeoise progressiste, anti-impérialiste, mais néanmoins bourgeoise, qui considérait que le défi pour les pays d'Amérique latine était de se « moderniser » et de « s'industrialiser » sur le modèle des pays capitalistes développés. C'est-à-dire en reproduisant les modèles de développement de l'Europe et des Etats-Unis, qui ont pris la suite de l'Europe dans la domination du continent et l'inspiration de ses dirigeants et de ses penseurs.

Le « *desarrollismo* » était conscient qu'il y avait des obstacles politiques à ce développement. C'était le pouvoir exercé dans les pays latino-américains par les vieilles oligarchies, les grands propriétaires fonciers. Les guerres d'indépendance de l'Amérique latine au début du XIXe siècle, entre 1810 et 1830, faisant écho à la guerre d'indépendance des Etats-Unis, ont été conduites par les Créoles, c'est-à-dire les classes dirigeantes constituées au sein de la population espagnole établie en Amérique latine, et

portugaise au Brésil, et non par les peuples. Les majorités des classes populaires à l'époque étaient indiennes d'origine, voire largement métissées, et sorties de migrants pauvres, tous tenus à l'écart.

Ces guerres d'indépendance ont permis la création des Etats latino-américains, comme on les connaît à l'heure actuelle. L'histoire du Brésil est quelque peu différente, puisqu'il est resté jusqu'en 1888 un Empire donné au Roi du Portugal émigré. Le pouvoir politique et social dominant est resté dans les mains de cette oligarchie de grands propriétaires fonciers, les héritiers privilégiés de la colonisation espagnole et portugaise, devenus classes dominantes locales. C'est cette classe de grands propriétaires fonciers qui est à l'origine de la soumission graduelle des pays d'Amérique latine à la domination par l'impérialisme européen, britannique en particulier, relayé par les Etats-Unis, après la Deuxième Guerre mondiale.

Raul Prebisch considérait qu'aucun progrès n'était possible sans d'abord se débarrasser de cette classe dirigeante. Et qui peut s'en débarrasser ? Prebisch voyait dans les embryons de la nouvelle bourgeoisie, notamment dans les classes moyennes éduquées, modernes, l'alternative à la domination de l'oligarchie agraire de l'époque. Fernando Henrique Cardoso, qui est devenu par la suite président du Brésil, et qui à, l'époque, se rendait souvent à Santiago (Chili), à la CEPAL, (que j'ai connu à cette époque, il y a cinquante ans et plus), avait écrit en ce temps-là le meilleur, de loin, des livres critiques sur la question. Il n'y a pas de progrès possible en Amérique latine sans se débarrasser de ce pouvoir de la vieille oligarchie, mais en pointillé, qui va faire cette révolution ? Ce ne sont pas les classes populaires, ce sont les classes moyennes, nouvelles, modernisées, capitalistes embryonnaires, petits capitalistes locaux, mais surtout des intellectuels issus des classes moyennes éduquées. C'est ça le *desarrollismo*.

Le *desarrollismo* exprimait donc la vision politique et culturelle du « rattrapage » dans le capitalisme. Il n'était pas contre le capitalisme. Il ne proposait pas le dépassement du capitalisme pour se développer, mais imaginait le développement dans le capitalisme. Et je dirai même dans le capitalisme mondialisé, mais à condition de contrôler l'influence extérieure, d'en limiter les effets dévastateurs, véhiculés par les alliances entre les grands propriétaires fonciers et l'impérialisme. Le *desarrollismo* préconisait la mise en place d'un pouvoir bourgeois (assis sur les classes moyennes) anti-impérialiste, mais rien de plus.

La critique que j'ai faite du *desarrollismo* était fondée sur l'idée que son projet reposait lui-même sur une illusion. On ne peut pas rattraper dans le système. Si on tente de copier les modèles européen et nord-américain, on ne construit pas un capitalisme autonome, on s'enferme dans l'impasse parce que les classes moyennes en question ne sont pas révolutionnaires. Elles veulent négocier leur dépendance et obtenir, comme les classes dirigeantes de l'Afrique contemporaine, des concessions de l'impérialisme, mais sans plus. Elles veulent rester dans le système, parce qu'elles ont peur de leurs propres classes populaires. Par conséquent, le rattrapage dans le système est impossible. Telle a été ma critique formulée à l'époque.

J'ai eu l'occasion de rencontrer Raul Prebisch à l'époque du *desarrollismo*. Et je lui avais fait cette critique, directement à lui, en termes bien gentils, en reconnaissant

son caractère anti-impérialiste et sa volonté de progrès, mais également ses limites, ses illusions et ses impossibilités. A l'époque, Raul Prebisch m'avait dit : « vous êtes bien pessimiste sur la possibilité de le faire. Moi je crois qu'il y a une marge beaucoup plus importante que vous ne le pensez ». J'ai retrouvé Raul Prebisch quarante ans plus tard, retraité, à Vienne (Autriche). Je l'ai mentionné dans mes mémoires. Et je lui ai demandé s'il se souvenait de notre conversation, et il m'a dit tout de go : « Samir, je crois que vous aviez raison ». Il se radicalisait en vieillissant, ce qui n'est pas toujours le cas. Voilà pour ma critique du « *desarrollismo* ».

La « *dependencia* » était partie, dans les années 1960, de la critique du « *desarrollismo* » – par Cardoso entre autres – et de la même critique que la mienne, à laquelle elle a ajouté un point très important. Cette critique du « *desarrollismo* », les partis communistes de l'Amérique latine de l'époque ne l'avaient pas faite. Les partis communistes de l'époque avaient emboîté le pas au « *desarrollismo* » en lui donnant une petite coloration sociale, en disant qu'il faut bien que les classes populaires soient associées, mais associées



sur des strapontins. Ces partis s'alignaient sur le « *desarrollismo* ». Et comme le « *desarrollismo* » a fait faillite, les partis communistes ont vu leur crédibilité entamée. Les conditions étaient alors créées pour la critique qui a pris le nom de « *dependencia* ». Pourquoi « *dependencia* » ? Parce que cette analyse partait de la constatation – absolument juste – que l'Amérique latine, à toutes les étapes de son développement, est restée dépendante. A l'époque coloniale espagnole, puis avec le colonialisme interne des classes dirigeantes espagnoles et portugaises, prenant le relais du colonialisme externe dans l'Amérique indépendante. La nouvelle bourgeoisie « *desarrolliste* » s'inscrivait dans cette lignée qui perpétue la domination des Etats-Unis sur le continent. Et que par conséquent, ce qui était à l'ordre du jour, c'était une rupture avec le capitalisme, sans laquelle la libération nationale reste un vain mot.

Je me suis trouvé tout de suite au diapason avec Fernando Henrique Cardoso, qui était l'un des leaders de la pensée de la « *dependencia* », avec André Gunder Franck, qui était réfugié et vivait à Santiago, au Chili, sa femme étant Chilienne. Il y avait des jeunes, comme Emir Sader, qui est devenu le président du CLACSO, à l'heure actuelle, et qui était étudiant à l'époque. Il y avait aussi les anciens, comme Celso Furtado et Darcy Ribeiro, deux Brésiliens. Toute une pléiade de grands penseurs. Nous étions donc au diapason.

La critique de la « *dependencia* » n'était pourtant pas une chose tout à fait nouvelle en Amérique latine. Bien avant, dans les années 1920-1930, Mariategui, un dirigeant du parti communiste péruvien, un penseur très important, avait fait une analyse presque analogue, trente ans plus tôt, en disant qu'il n'y avait pas de possibilité de changement significatif en Amérique latine tant que les masses populaires, et particulièrement les masses indiennes opprimées, ne prenaient pas le pouvoir. Il avait fait cette analyse et il avait mis en avant la révolte nécessaire, la révolution conduite par les paysans indiens, et conçu, déjà, la nécessité d'une

réforme agraire radicale, de la nationalisation de la terre, et, en lieu et place d'une redistribution de la terre, sa mise à la disposition des communautés indiennes, en garantissant l'accès à la terre égal pour tous les paysans indiens.

Mariategui n'était pas passé inaperçu, bien entendu. Mais, il avait été condamné par Moscou à l'époque, pour déviationnisme « gauchiste » et « nationalisme indien ». Sa pensée a été mise sous le boisseau par les partis communistes de l'Amérique latine. Sauf que c'est la renaissance du grand mouvement social des Indiens de Bolivie qui a amené Evo Morales au pouvoir. Et Mariategui fut de nouveau connu et reconnu.

Ma critique de la « *dependencia* » était une critique sympathique. Je disais que ce que les Latino-Américains de la « *dependencia* » découvraient ou redécouvraient, après Mariategui, concernant l'Amérique latine, était très proche de ce que j'avais également développé plus tôt concernant l'Asie et l'Afrique, des analyses au demeurant partagées par d'autres communistes en Asie et en Afrique. A la différence que l'Asie et l'Afrique ont été colonisées certes, mais sans colonisation de peuplement, sauf en Afrique du Sud, en Algérie et au Kenya. Et que donc, le problème s'était posé pour nous dans des termes différents. Nous n'avions pas à nous débarrasser d'un colonialisme interne qui succédait à un colonialisme externe. La fusion de la question nationale et de la question de la révolution sociale chez nous en Asie et en Afrique se posait en des termes différents de ceux de l'Amérique latine.

Voilà, non pas des divergences, mais des points de complémentarité entre la théorie de la « *dependencia* » et ma théorie de l'accumulation à l'échelle mondiale.

\* \* \*

DMD : Sur le chapitre du développement, tu as eu des expériences concrètes en Egypte, d'abord, ensuite au Mali. Puis, à l'IDEP où tu as pu conduire des expériences concrètes de formulation de politique de développement. En quoi ces expériences ont-elles influencé ta conception du développement ?

SA : Elles ont eu beaucoup d'influence sur ma conception du développement. D'abord, parce qu'elles m'ont permis de voir d'une façon concrète comment fonctionnaient mes thèses. Mes thèses, *L'accumulation à l'échelle mondiale* ; *Le développement inégal* ; *Classes et nation* ; *La mondialisation de la loi de la valeur*, sont des thèses formulées en termes généraux, abstraits. Ma connaissance concrète précise de

quelques expériences africaines, en particulier celles que j'ai suivies de plus près, en Egypte et au Mali, mais également celles que j'ai suivies d'assez près dans un grand nombre de pays asiatiques, africains, et arabes, m'ont permis de voir concrètement comment fonctionnait le système capitaliste mondial. Je leur dois beaucoup. Mes formulations abstraites ne sont que des formulations abstraites tirées de ces expériences concrètes. Elles ne sont pas des formulations

abstraites que j'ai déduites à partir de lectures académiques, mais à partir des analyses concrètes des expériences africaines et asiatiques. C'est le premier point.

Le deuxième point. Sur le plan politique, je suis de ceux, et je le dis, qui considèrent qu'à partir du XXe siècle, l'initiative de la transformation du monde passe des pays occidentaux, européens, nord-américains et japonais, aux peuples de la périphérie. Je dirai avec plus de précision, et en reprenant les termes de Mao lui-même, passe aux mains des peuples, des nations et des Etats de la périphérie.

J'entends par classes populaires, dans leur diversité, toutes les victimes de la mondialisation capitaliste, de l'exploitation du capital, de manière directe ou indirecte. Par nations, j'entends toutes ces nations dont la dignité a été niée par l'occidentalisation de pacotille proposée par la mondialisation capitaliste, dont la bouteille de coca-cola est le symbole. Que notre histoire n'est pas supérieure, mais pas davantage inférieure à celle des autres peuples. Et que l'avenir, elles doivent l'inventer à partir de leurs propres transformations et non à partir d'importations factices et superficielles. Et les Etats. Parce que les gouvernements, les pouvoirs en place dans les périphéries ne sont pas toujours des courroies de transmission, des laquais. Des pouvoirs d'une autre nature ont été le produit des luttes sociales des classes dominées et des luttes politiques des nations en voie de libération. Elles ont donné une variété de régimes, les uns se réclamant de la révolution socialiste (la Russie, la Chine, le Vietnam, Cuba), les autres se réclamant de l'indépendance nationale associée à une modernisation progressiste, des régimes que j'appelle nationaux populaires de l'époque de Bandoeng en Asie et en Afrique. Et ils ont pris des initiatives anti-impérialistes à des degrés divers, de ce fait potentiellement anticapitalistes. J'ai pensé qu'il était juste, comme intellectuel engagé, de soutenir ces initiatives, mais sans illusion. C'est-à-dire, tout en analysant leurs limites et contradictions, les soutenir et non pas les dénigrer. Nous refusons le « tout ou rien » : la révolution socialiste miraculeuse ou l'abstention dans l'action. Nous avançons pas à pas, et nous devons être avec les forces qui avancent, sans illusion. C'est ce que j'ai fait dans ma critique précoce du nationalisme nassérien dans un livre publié en 1963 sous mon pseudonyme de militant, Hassan Riad. Et c'est ce que j'ai fait avec mon expérience malienne. C'est ce que j'ai fait par la suite à l'IDEP, à travers les séries de conférences et séminaires, dans des pays comme le Ghana de Nkrumah puis de Rawlings, la Tanzanie de Nyerere, le Bénin de Kérékou, le Congo de Marien Ngouabi, Madagascar de Ratsiraka, le Burkina Faso de Sankara, l'Ethiopie de Mengistu, le Zimbabwe et l'Angola, la Somalie de Barre, l'Algérie de Boumediène.

\* \* \*

DMD : Comme tu le sais aujourd'hui, le concept de développement, dans la vulgate néolibérale, se réduit au taux de croissance tiré par les exportations. Et c'est ce que tentent de véhiculer non seulement les institutions financières et commerciales

internationales et les pays du Nord, mais également les classes dirigeantes des pays du Sud, notamment en Afrique. Maintenant, toi qui as passé plus de 50 ans à parler de ces questions de développement, que peut-on entendre par développement aujourd'hui, au XXe siècle ?

SA : Encore une fois plusieurs questions.

D'abord, la critique de l'insertion dans le système global par la priorité donnée aux

exportations. La stratégie de l'impérialisme, c'est d'intégrer davantage les pays de la périphérie dans le système mondial à travers leur spécialisation et la priorité donnée désormais aux exportations industrielles nouvelles, pas seulement aux exportations de matières premières, telles que le pétrole et les minerais, les produits agricoles tropicaux. L'impérialisme dit oui aux exportations industrielles des pays émergents, mais à condition qu'il conserve le contrôle de la « mondialisation » par l'exercice de son monopole de la technologie, la maîtrise du système financier mondialisé, le monopole de l'accès aux ressources naturelles, celui des moyens de communication et le monopole des armes de destruction massive. C'est-à-dire si vous n'êtes pas gentils, on peut vous bombarder.

Ce modèle a connu des moments courts de succès évident. La première expérience du modèle, dicté par l'impérialisme et contrôlé par lui, était le Chili de Pinochet. Le Chili a connu une croissance forte, exclusivement fondée sur l'exportation. Mais le prix de ce développement a été la paupérisation massive des classes populaires chiliennes. De sorte que le modèle a conduit à l'impasse. Le même modèle a été reproduit dans certains pays d'Asie du Sud-Est, Thaïlande, Malaisie en particulier, ceux qu'on appelle les « nouveaux pays industriels », les petits « dragons ». Mais il se trouve associé de la même manière aux mêmes limites, aux mêmes impasses.

Le modèle chinois d'insertion à travers les exportations est différent. Il est différent, d'abord parce que le pouvoir en Chine n'est pas celui de la bourgeoisie, mais est le produit d'une révolution faite au nom du socialisme, dirigée par un parti communiste. Aujourd'hui ce pouvoir, quand bien même il nourrit des ambitions bourgeoises, reste néanmoins ambigu. La Chine a, dans un premier temps, au cours des années 1990, choisi de s'insérer avec succès dans le système mondial par la priorité donnée aux exportations. Mais à partir de 2002, le tir est corrigé graduellement, en ce sens que la dépendance à l'égard des exportations est graduellement réduite, en termes relatifs, tandis que l'accent est placé davantage sur le marché interne.

On ne peut pas mettre dans le même sac toutes ces expériences. Mais elles sont toutes fondamentalement basées sur la même illusion facile que ça pourrait durer. L'expérience a montré que ça ne peut pas durer.

La situation de l'Afrique – « exclue » par les forces du capital dominant du processus général de l'industrialisation – est particulière. Dans la mondialisation en place telle qu'elle est, l'Afrique est importante pour ses ressources naturelles

69

(pétrole, minerais, terres, eau) livrées au pillage. Par contre ses peuples constituent un facteur plus gênant que favorable. Pour ce système, l'Afrique serait plus utile sans Africains. Mais, comme l'a dit Giovanni Arrighi, qu'est-ce qui est « superflu » : la population de l'Afrique, ou le système (capitaliste) qui la traite comme telle ?

\* \* \*

DMD : Mais qu'entend-on par développement aujourd'hui ? Qu'est-ce que ça veut dire ?

SA : J'ai toujours dit, et je me vante même de l'avoir dit très tôt, alors que j'étais encore étudiant, quand j'ai écrit *L'accumulation à l'échelle mondiale*, que le développement est un concept politique. Ce n'est pas un concept technique. Le développement n'est pas synonyme de croissance du produit intérieur brut (PIB). Le développement est un concept politique, c'est-à-dire qu'il est le produit de la construction d'un système productif aut centré, renforcé par la solidarité des classes populaires, fondé sur le bénéfice tiré par les classes populaires de ce projet. Cela exige un pouvoir politique populaire, démocratique et anti-impérialiste.

Je me vante d'avoir été parmi les premiers critiques de ce que la Banque mondiale a appelé « les pionniers du développement ». Ces « pionniers » (!) ont toujours réduit le développement à la croissance du PIB, confondu développement et expansion du marché, accepté la croissance, accompagnée d'inégalités sociales grandissantes, promu la croissance dans le système mondial dans la perspective illusoire du « rattrapage ». Pour ce système, l'Afrique serait plus utile sans Africains. Mais, comme l'a dit Giovanni Arrighi, qu'est-ce qui est « superflu » : la population de l'Afrique, ou le système (capitaliste) qui la traite comme telle ?

Je prends l'exemple de la Côte d'Ivoire. Lorsqu'en Côte d'Ivoire, la Banque

mondiale pavoisait en disant : « regardez le modèle ivoirien, il est magnifique et va conduire au rattrapage », j'écrivais en 1965 que le modèle conduisait à la catastrophe. Et le résultat est là.

Le développement en soi n'existe pas. Quel développement ? Au bénéfice de qui ? Le développement tel qu'il est conçu par la pensée bourgeoise dominante est un développement capitaliste dépendant au bénéfice d'une minorité locale, au détriment des classes populaires, qu'il paupérise.

Mon concept de développement est celui d'un développement au bénéfice des classes populaires en termes matériels, politiques et moraux. En termes matériels, par la priorité donnée aux besoins essentiels des classes populaires, en partant des plus pauvres. En termes politiques, en donnant à l'expression des droits démocratiques la plus grande place dans l'exercice du pouvoir. En termes moraux, par la restauration de la dignité des peuples bafoués.

Ce projet politique ne peut se déployer que dans la mesure de l'avancée de la déconnexion. Enfin, pour moi le développement doit s'inscrire dans une perspective socialiste. Le socialisme n'est pas le capitalisme sans capitalistes. Ce

n'est pas un mode de production plus efficace que le capitalisme, qui permettrait un taux de croissance plus élevé et une répartition plus équitable des revenus. Le socialisme est un stade supérieur de la civilisation humaine.

\* \* \*

DMD : Et toujours dans ce concept de développement, il y a également le problème de la transformation sociale. C'est-à-dire la création de nouvelles structures, de nouvelles institutions, la rupture avec ce qui a été hérité de la colonisation en ce qui concerne par exemple l'Afrique. Je crois que tout cela fait partie du projet de développement. Cela veut dire donc des projets de transformation, pas seulement économiques, mais également des avancées sociales.

SA : Bien sûr. Mais les deux sont inséparables, parce que lorsqu'on dit industrialisation, de quelle industrialisation parle-t-on ? En copiant le modèle de développement dominant, on reproduit des rapports de production et d'exploitation à l'intérieur de la société, et donc on s'aliène le soutien des classes populaires. On devient fragile et vulnérable vis-à-vis de l'adversaire impérialiste. C'est donc dans la mesure où l'on parvient à associer la modernisation et l'industrialisation, (des termes que je n'aime pas beaucoup, mais qui sont incontournables), à des politiques sociales porteuses de la réduction des inégalités, du renforcement de la tendance vers l'égalité que l'on peut avancer.

\* \* \*

DMD : Avec ta conception du capitalisme comme système mondial caractérisé par la polarisation, tu nies la possibilité d'un développement capitaliste autonome dans les pays de la périphérie au sein du système. Mais on constate tout de même dans le cadre de ce système certains développements, comme les expériences asiatiques, ou encore celles de l'Afrique du Sud ou du Brésil. Ces développements, au sein du système, ne remettent-ils pas en cause, d'une certaine manière, l'hégémonie du Nord ?

SA : Encore une fois, oui et non. L'illusion d'un développement capitaliste national indépendant et donc du « rattrapage » dans le capitalisme mondialisé, même si ce développement entre en conflit partiel avec les logiques du système mondial, est une illusion tenace. Le « *desarrollismo* » latino-américain exprimait une forme de cette illusion. Les illusions actuelles des pays émergents, que ce soit la Chine post-maoïste, l'Inde ou le Brésil de Lula, sont très fortes. Pourquoi illusions ? Et pourquoi sont-elles fortes ? Illusions, parce que la logique du système impérialiste est en conflit avec le déploiement des objectifs de développement indépendant des pays concernés, et que, en conséquence, le conflit avec l'impérialisme est appelé à s'aggraver et non à s'atténuer au fur et à mesure des succès obtenus. Et cela, on peut déjà le voir. Ce sont les succès mêmes de la Chine qui l'amènent à entrer en conflit aggravé avec la triade du capitalisme développé. Illusions néanmoins fortes,

pourquoi ? Parce que les classes dirigeantes, les groupes dirigeants, même s'ils ne sont pas « capitalistes », sont animés par des aspirations profondes à s'affirmer comme bourgeoisies. Le pouvoir, c'est la richesse et la richesse, c'est le mode de vie occidental.

Et dans la mesure où ces aspirations bourgeoises sont en conflit avec les exigences d'un développement orienté en priorité vers la satisfaction des besoins des classes populaires, les classes dirigeantes ont tendance à vouloir compenser les difficultés qu'elles rencontrent dans leurs rapports avec les peuples par une insertion plus grande dans le système capitaliste mondialisé, pour s'assurer d'une certaine « neutralité » de l'impérialisme. D'où la force de ces illusions. C'est ce que je dénonce dans les derniers ouvrages.

---

#### Marxisme et socialisme

*« Marx n'a jamais été aussi utile, nécessaire, pour comprendre et transformer le monde, aujourd'hui autant et même plus encore qu'hier », in Sur la crise...*

DMD : Depuis l'éclatement de la crise financière, en septembre 2008, on a vu dans la presse occidentale, y compris dans les grands médias aux Etats-Unis et en Europe, une floraison d'articles sur Marx et ses analyses sur le capitalisme, ce qui dénote une certaine reconnaissance, tout au moins, de la force de l'analyse de Marx sur le capitalisme et son devenir. A ton avis, qu'est-ce qui fait la force et la supériorité de l'analyse marxiste par rapport à l'analyse conventionnelle du capitalisme ?

SA : L'analyse conventionnelle du capitalisme est celle d'un capitalisme imaginaire, pas du capitalisme réellement existant. Cette analyse conventionnelle dominante, pas seulement dans sa forme extrême néolibérale, mais dans toutes ses formes, est fondée sur une hypothèse qui ne correspond à aucune réalité. Elle décrit un monde constitué d'individus qui entretiennent des rapports marchands égaux entre eux. C'est l'égoïsme personnel, le calcul personnel, la somme des calculs personnels qui déterminerait ce que l'analyse conventionnelle appelle le marché généralisé. C'est une mythologie pure. Le monde n'est pas fait d'individus qui entretiennent des rapports marchands. Le monde est fait de classes sociales, de nations, de pays, d'Etats, de pouvoirs qui sont des agents d'intervention dans le capitalisme réellement existant.

D'autre part, la théorie conventionnelle dominante suppose que le marché généralisé tend vers un équilibre et même un équilibre optimal. Cette proposition n'a jamais été démontrée. Jamais. Au contraire, la seule tentative de démonstration qui existe, celle de Walras, a donné une réponse négative à la question. Le marché généralisé, s'il existait – mais il n'existe pas – ne produirait pas d'équilibre, mais se déplacerait de déséquilibre en déséquilibre sans jamais tendre à l'équilibre. La théorie de l'équilibre général tendanciel n'a rigoureusement aucun fondement scientifique. Elle est purement idéologique. L'économie conventionnelle qui

---



s'emploie à découvrir les conditions par lesquelles le marché produirait l'équilibre – les « anticipations » nécessaires pour cela, comme elle le dit – pose une question qui n'a pas de sens et du coup ne peut donner de réponse qui en ait. C'est, ai-je écrit, un débat sur le « sexe des anges », un débat faux. Fausse question. Fausse réponse.

Face à cela, l'analyse de Marx de la réalité capitaliste, des fondements de son mode de production est incontournable. Elle est le point de départ, non pas le point d'arrivée, de toute réflexion scientifique sur le capitalisme réellement existant.

Dans ce cadre, la crise est toujours un moment important dans l'histoire du capitalisme. Marx a produit une théorisation de crises précisément fondée sur sa démonstration que le capitalisme réellement existant ne tendait pas vers l'équilibre, mais se déplaçait de déséquilibre en déséquilibre à travers les crises. On en redécouvre la puissance scientifique aujourd'hui.

\* \* \*

DMD : Dans ton ouvrage sur la crise, tu dis : « Jamais Marx n'a été aussi indispensable ».

Est-ce à dire qu'aujourd'hui, au XXI<sup>e</sup> siècle, le marxisme constitue toujours l'arme qui permet de comprendre la société et qui donne également des outils pour sa transformation ? Compte tenu de l'expérience du passé, notamment de ce que tu appelles le « socialisme réellement existant », comment devrait-on aujourd'hui interpréter Marx pour que les idées qu'il a défendues, pour que le chemin qu'il a tracé puisse toujours être utile dans les luttes pour la transformation économique et sociale ?

SA : Premièrement : Marx est incontournable, c'est-à-dire, comme je viens de le dire, il donne la seule explication scientifique du capitalisme réellement existant dans ce qui lui est fondamental.

Deuxièmement : Marx n'a pas produit une théorie « finie », « close » du capitalisme. Il a produit les fondements de cette théorie. C'est déjà considérable. Le devoir des marxistes, c'est de prolonger Marx, de partir de Marx, de l'enrichir, de le compléter, de le mettre à jour sans arrêt, de le corriger si nécessaire, ce qui n'a pas été réellement fait, dans ce sens que les marxistes historiques – Marx tel qu'il a été compris par ceux qui se revendiquent du marxisme, notamment les grands partis socialistes et communistes de l'histoire contemporaine – ont produit des exégèses de leurs lectures de Marx. Ces lectures doivent être l'objet d'une critique marxiste permanente. L'exégèse est étrangère à l'esprit de Marx.

J'ai souhaité, avec et après Baran, Sweezy et Magdoff, contribuer à l'enrichissement du marxisme par l'analyse renouvelée du capitalisme des monopoles. J'ai voulu prolonger les travaux des trois penseurs cités en précisant le statut de la loi de la valeur mondialisée. Je ne reviens pas sur ce que j'ai dit sur cette question. Le capitalisme réellement existant, tel que je l'ai analysé, est un

capitalisme qui a généré et génère, produit, reproduit, approfondit la polarisation. Il fallait également en tirer des conclusions politiques d'une portée décisive pour comprendre la nature des conflits majeurs de notre temps et oser proposer des stratégies nouvelles d'action pour transformer le monde, allant au-delà de ce que Marx et les marxismes historiques avaient formulé.

\* \* \*

DMD : Tu affirmes que la théorie de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale appelle celle de l'histoire des formations sociales. Et que seul le matérialisme historique permet de comprendre la réalité de cette histoire, parce qu'il permet d'appréhender l'unité des champs économique, politique et idéologique, etc. Peux-tu revenir sur l'importance du matérialisme historique ?

SA : C'est là le point de différence, je ne dirai pas de divergence, avec Wallerstein.

Je ne crois pas à la thèse de Wallerstein, qui est extrémiste, selon laquelle le tout, à savoir la mondialisation capitaliste, détermine les parties, les conditions nationales. Pour ma part, je crois qu'il y a un rapport dialectique entre les logiques de développement du capitalisme mondialisé et le mouvement des contradictions opérant à l'intérieur des formations sociales de la périphérie et du centre. Il y a par ailleurs une histoire antérieure

à la mondialisation capitaliste qui agit activement sur les formes de l'intégration dans le système mondial. Et ce sont ces dialectiques qui constituent la matière du matérialisme historique.

\* \* \*

DMD : Tu dis qu'il n'y a pas d'alternative à la perspective socialiste, mais dans le même temps, tu insistes sur la longue transition au socialisme. D'abord, compte tenu des expériences passées, quelle est cette perspective socialiste ? Ensuite, cette longue transition, comment la vois-tu ?

SA : Je reviens sur ce qui a été dit dans la première partie. Le socialisme n'est pas synonyme de capitalisme sans capitalistes, un mode de production plus efficace que le capitalisme en termes de taux de croissance, associé à une répartition équitable des revenus, voire écologique. Non, le communisme est un stade plus avancé de la civilisation universelle. Et c'est tout autre chose. De ce fait, le socialisme n'est pas une recette définie à l'avance, comme les socialistes utopiques l'imaginaient, une recette toute faite qu'on peut proposer. Elle est le produit, elle sera le produit des luttes historiques. Ces luttes, amorcées à partir des périphéries, considérées dans la longue durée, ne peuvent pas produire un produit fini – le socialisme – en « quelques années ». Elles ne peuvent que permettre d'avancer dans cette direction, les premières avancées préparant d'autres, y compris dans les pays du centre impérialiste.

\* \* \*

DMD : Et d'ailleurs, tu parles de socialismes, au pluriel. Et puis, d'autres parlent de socialisme du XXIe siècle. Quel est ton avis, là-dessus, également ?

SA : Parler de socialisme du XXIe siècle au singulier, c'est précisément s'engager dans l'illusion qu'on peut définir la bonne recette, qui sera valable pour tout le monde. C'est la raison pour laquelle je parle des socialismes ou des avancées socialistes au pluriel. Ces avancées sont produites dans des conditions concrètes des peuples en lutte, dans des situations concrètes différentes, qui fournissent des pierres à la construction de l'avenir socialiste différentes d'un pays à l'autre et d'un moment à l'autre.

---

#### Mouvements sociaux et luttes politiques

DMD : Nous allons passer à ton engagement politique dans les luttes pour la transformation sociale. Ma première question est liée à ton adhésion au marxisme. Dans quelles circonstances as-tu été amené à adhérer au marxisme ?

SA : J'ai répondu à cette question dans l'écriture de mes mémoires. J'ai été marxiste très jeune, j'étais élève au lycée à Port Saïd en Egypte, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Nous étions des élèves extrêmement politisés. J'ai dit dans mes mémoires que 20 pour cent parmi nous n'étaient pas politisés et que les 80 pour cent qui étaient politisés les regardaient de haut et les considéraient comme des « espèces inférieures » infrahumaines. Parmi les 80 pour cent qui étaient politisés, nous nous partageons à peu près également en deux groupes. La moitié s'intitulait « nationalistes », c'est-à-dire anti-britanniques, anti-impérialistes, mais sans idées sociales, et l'autre moitié s'appelait « communistes ».

Nous n'étions pas membres d'un parti. Nous étions trop jeunes, nous ne savions

pas réellement ce qu'était le marxisme, mais nous nous proclamions « communistes ». Nous entendions par là que, au-delà de l'anti-impérialisme et du nationalisme, il fallait chambouler le système social pour assurer aux classes populaires la richesse et le pouvoir.

Très rapidement, vers la fin de l'adolescence, je commençais à lire Marx et Lénine. Je n'ai pas lu *Le Capital* à l'époque, mais je lisais *Le Manifeste Communiste* ; *La Guerre Civile en France*, *L'Etat et la révolution*. Et ça m'a enthousiasmé. Les communistes qui étaient plus âgés que moi, qui étaient membres du parti, m'avaient repéré et très rapidement m'ont dit de venir au Parti communiste. Je suis allé au Parti communiste, j'avais 17 ans.

\* \* \*

DMD : Comme marxiste, tu es resté fidèle à l'œuvre et à l'attitude de Karl Marx.

Tu t'es engagé dans la critique sans concession du capitalisme et également dans la lutte pour la disparition de ce système. Mais sur le chemin, tu as créé un certain nombre d'organisations pour contribuer à ton combat intellectuel et politique. En créant ces institutions, y avait-il un motif délibéré au départ ? Ou était-ce seulement pour contribuer au combat intellectuel d'abord et politique ensuite ?

SA : Je n'ai jamais séparé le combat intellectuel du combat politique. J'ai toujours pensé et je continue à penser que le combat intellectuel est un combat politique. Il n'y a pas d'idées « apolitiques ». L'apolitisme est en lui-même politique. Je me trouve sur ce point conforté par le marxisme pour lequel la théorie et la pratique sont indissociables. Il n'y a pas théorie sans pratique, pas de pratique sans théorie.

Ta question donc : comment j'en suis venu à créer un certain nombre d'institutions ? Je l'ai fait évidemment progressivement et dans les circonstances du temps et du lieu. J'ai pensé qu'il était nécessaire de mettre en place un certain nombre d'organisations en Afrique et dans le Tiers-Monde. J'étais alors directeur de l'IDEP, à Dakar. J'ai pensé à trois choses.

La première institution que j'ai pensé nécessaire à mettre en place est le CODESRIA. Je connaissais l'expérience parallèle qui débutait à l'époque en Amérique latine. En 1972, j'avais été invité à Mexico pour la création du CLACSO, qui était un « think tank » d'intellectuels latino-américains, anti-impérialistes et progressistes. Je me suis dit que c'était exactement ce qu'il nous fallait en Afrique, et c'est comme ça que le projet du CODESRIA a pris forme. Directeur de l'IDEP, j'ai été le premier Secrétaire exécutif du CODESRIA. J'avais invité Abdallah Bujra, un Kenyan, à venir à Dakar pour être mon adjoint et assumer la responsabilité du développement du CODESRIA. J'ai négocié avec le gouvernement du Sénégal de l'époque le siège et les statuts de l'institution. Et Abdallah Bujra a pris ma relève et a été le second Secrétaire exécutif, le premier à plein temps. Depuis, le CODESRIA remplit une fonction importante dans le développement d'une pensée africaine indépendante. Jusqu'à lors, il n'y avait en Afrique que des succursales de « think tanks » occidentaux, conçus par la Banque mondiale et les agences de la coopération internationale et européenne, courroies de transmission de la pensée dominante, impérialiste.

La deuxième institution que j'ai pensé pouvoir aider à mettre en place a été l'ENDA. J'avais été invité à Stockholm en 1972 à la première grande conférence internationale, qui a créé le mouvement pour l'environnement. J'ai été convaincu de la pertinence des problèmes soulevés. Je me suis dit qu'il fallait mettre en place une branche africaine de ce mouvement. Le nom qu'on a inventé c'était ENDA, Environnement pour le Développement de l'Afrique. ENDA a d'abord constitué un programme de l'IDEP dont j'ai négocié le financement avec les Suédois. Ce

programme a été confié à Jacques Bougnicourt, qui était sensible à ce problème dans le staff de l'IDEP. ENDA a pris son indépendance, comme je le souhaitais, et s'est établi dans son siège dakarois.

La troisième organisation c'est le Forum du Tiers-Monde. Là, je voulais faire

quelque chose d'autre. Aujourd'hui, on dirait, le terme est à la mode, « un réseau » ; à l'époque, le terme n'existait pas. On disait un « think tank ». Je pensais à l'Asie et à l'Afrique, dans le sillage de Bandoeng ; réunir des intellectuels radicaux indépendants, capables de critiquer les gouvernements et les partis issus de la libération nationale. Les critiquer dans l'esprit de développer une pensée indépendante et progressiste.

Nous l'avons appelé Forum du Tiers-Monde, qui était de facto un forum afro-asiatique. J'ai négocié avec le gouvernement du Sénégal le statut de notre présence ici à Dakar, aujourd'hui dans ce bureau que tu visites fréquemment. Ce Forum du Tiers-Monde était donc un « think tank » afro-asiatique. J'y tenais beaucoup, parce que je tenais à ce que l'Afrique prenne sa place dans les grandes organisations internationales. L'Afrique est souvent « marginalisée ». Dans les institutions internationales, le Nord – les Etats-Unis, l'Europe et le Japon – occupent les places dominantes, et quand il s'agit du Tiers-Monde, c'est l'Asie et l'Amérique latine qui occupent souvent des positions dominantes. Je pensais qu'il fallait corriger ce déséquilibre en créant une organisation dans laquelle l'Afrique occuperait sa place, et, à cet effet, en plaçant son siège en Afrique, un siège international en Afrique.

\* \* \*

DMD : Donc, le Forum du Tiers-Monde, le CODESRIA, le Forum Mondial des Alternatives sont des institutions qui ont contribué à l'émergence d'une pensée progressiste, autonome, non seulement en Afrique, mais aussi dans d'autres parties du Tiers-Monde. Tu as dit tout à l'heure que le Forum du Tiers-Monde est une association afro-asiatique. Mais qu'en est-il des liens avec l'Amérique latine ?

SA : Bandoeng était afro-asiatique. A l'époque, tous les gouvernements de l'Amérique latine, sauf Cuba, étaient sous la coupe de l'impérialisme nord-américain. Bandoeng a été afro-asiatique, comme le non-alignement qui a suivi. Bandoeng, 1955, le non-alignement 1960. Le non-alignement rassemblait les pays d'Asie et d'Afrique plus deux autres : la Yougoslavie de Tito et Cuba.

\* \* \*

DMD : Mais sur le plan intellectuel quand même...

SA : Il y avait en Amérique latine une pensée progressiste, critique des théories dominantes, qui s'exprimait dans le CLACSO et qui s'appelait la théorie de la « dépendance ». Mais ce mouvement intellectuel critique n'avait pas de poids politique. Les gouvernements étaient tous réactionnaires, souvent des dictatures

militaires sanglantes. Les partis politiques de gauche, inféodés à Moscou, avaient adopté un profil très bas. Au moins jusqu'à la victoire électorale d'Allende au Chili en 1970 suivie d'une tentative d'expérience social-démocrate, qui s'est terminée par un coup d'Etat de la CIA et l'assassinat du président Allende. Les Etats-Unis installèrent la dictature fasciste et sanglante de Pinochet.

Le Forum du Tiers-Monde a développé des relations étroites avec les intellectuels latino-américains critiques, comme Fernando Henrique Cardoso, qui est devenu président du Brésil par la suite, et beaucoup d'autres. Mais le « think tank » demeurait pour l'essentiel afro-asiatique. C'est par la suite et tardivement, lorsque les choses ont commencé à changer en Amérique latine, avant même la dernière vague d'avancées révolutionnaires, lorsque les régimes sont devenus un peu plus démocratiques que des « think tank » analogues, parallèles au nôtre, ont pu s'épanouir en Amérique latine. Progressivement donc le Forum du Tiers-Monde est devenu un forum tricontinental, mais c'est récent et toujours imparfait. On ne se connaît pas suffisamment entre Latino-Américains, Asiatiques et Africains.

\* \* \*

DMD : Quittons maintenant ces organisations et parlons du Forum Social Mondial (FSM). Est-ce que tu perçois le FSM comme une extension de ces autres organisations dont on vient de parler, et à une échelle globale ? Et penses-tu que le FSM peut être utile dans la lutte contre le capitalisme et pour la transformation sociale ?

SA : Je ne pense pas du tout que le Forum Social Mondial soit une extension des institutions à la création desquelles j'ai contribué, en particulier le Forum du Tiers-

Monde. Le dire serait impertinent, arrogant et faux, ce qui ne veut dire que nous n'avons pas été impliqués dans la création du Forum Social Mondial. Nous avons été impliqués, avec d'autres, sans plus. En 1997, nous avons créé au Caire le Forum Mondial des Alternatives (FMA), constitué par nous, Forum du Tiers-Monde et d'autres « réseaux ». Nous avons pensé qu'on avait besoin d'une organisation qui intègre également la pensée critique progressiste du Nord, notamment de l'Europe. Et on a créé ce Forum Mondial des Alternatives à cet effet au Caire en avril 1997.

François Houtart a apporté une contribution décisive dans cette création. Avec le courage et la lucidité qu'on lui connaît, il a donné au *Manifeste* du Forum Mondial des Alternatives, dont il a été l'un des rédacteurs principaux (je me suis abstenu de participer au petit groupe chargé de cette tâche), au-delà de la richesse et de la précision du contenu, une tonalité et une élégance de style merveilleuses. Secrétaire exécutif puis vice-président du Forum Mondial des Alternatives il a, par son inlassable activité, permis l'émergence effective de nos activités. Je voudrais lui rendre ici l'hommage qui lui est dû et témoigner du respect et de l'amitié indéfectibles de tous.

Ce Forum a pris une première initiative en 1999, deux ans après sa création, qui était l'anti-Davos à Davos même ! Nous sommes allés à Davos en janvier 1999 porter la contradiction au Davos officiel. C'était un événement médiatique modeste. Nous étions 50 environ et nous avons été invités, en qualité de « journalistes », par Bernard Cassen et *Le Monde Diplomatique*. Et nous avons tout simplement porté la contradiction : voilà l'agenda des milliardaires et de leurs serviteurs, réunis en face, et voilà sur chacun des points de cet agenda les points de vue des « non milliardaires », qui sont un peu plus nombreux que les premiers et qui en sont les victimes !

Cet événement médiatique a fait écho et peut-être contribué à la cristallisation de l'idée du Forum Social Mondial. Il se trouvait que dans les 50 participants à cet événement, il y avait bien sûr *Le Monde Diplomatique*, mais également trois organisations brésiliennes, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), le Mouvement des Sans Terre (MST), et le Parti des Travailleurs (PT). A la sortie de ce Davos, ils ont dit : « on pourrait refaire ça, mais pas avec 50 personnes, plutôt avec des milliers de militants ». Ils n'imaginaient pas, je crois, que le premier Forum Social de Porto Allegre en 2001 allait réunir une cinquantaine de milliers de participants !

Mais je n'ai pas du tout l'arrogance de dire que c'est nous qui l'avons fait. Le rôle des Brésiliens a été bien plus décisif. Dès 2001, le Forum Social Mondial s'est constitué comme un lieu de rencontres ouvert et pratiquement sans frontières, conformément à sa Charte, qui est vague à souhait. Notre Charte, le *Manifeste du FMA* (rédigé en 1997 au Caire), enrichi dans *La Déclaration de Bamako* (2006), est plus précise par son contenu politique.

\* \* \*

DMD : La Charte quand même s'oppose au néolibéralisme !

SA : Mais aujourd'hui, nous avons M. Sarkozy qui s'oppose, dit-il, aux excès du néolibéralisme. Et Mme Angela Merkel et beaucoup d'autres. Dénoncer le néolibéralisme, sans délégitimer le capitalisme, dénoncer les extravagances néolibérales, sans plus.

D'autre part, le mouvement « altermondiste » qui s'est constitué au sein du FSM, la nébuleuse des organisations qui ont peuplé les forums sociaux sont largement constitués par les organisations non gouvernementales (ONG). Or les ONG – surtout dans le Sud, sont rarement des organisations réellement populaires, réellement progressistes. Elles sont souvent des courroies de transmission d'ONG du Nord, lesquelles elles-mêmes dépendent du pouvoir, et de ceux qui les financent. Beaucoup de ces ONG n'ont pas adopté des positions fermes et claires sur les problèmes du Tiers-Monde.

Ce qui n'exclut pas qu'il y ait des mouvements en lutte qui participent également aux Forums Sociaux, dans les Assemblées des mouvements sociaux. Mais soyons lucides et modestes : les mouvements qui participent aux FSM sont



certes des mouvements tout à fait légitimes et honorables, engagés dans des luttes pour la promotion de droits, les droits à l'éducation, les droits des femmes, les droits à la souveraineté alimentaire, les droits politiques, démocratiques, etc. Mais il y a, à travers le monde, d'énormes luttes sociales engagées par des organisations formelles structurées, comme les syndicats ouvriers ou des associations de paysans, mais aussi souvent par des groupes peu formalisés, moins organisés et qui ne sont pas souvent présents aux Forums Sociaux. Ils ignorent même l'existence du Forum Social Mondial.

L'altermondialisme est un mot mis à la mode, peut-être pour éviter celui de socialisme, et, de ce fait, galvaudé et porteur de beaucoup de confusions possibles.

Oui, sans doute, *nous* voulons un autre monde. Mais qui est ce « nous » ? Et quel autre monde veulent-ils ? Une bonne fraction des altermondialistes décrit le monde qu'ils souhaitent – juste, égal pour tous, libéré de toutes les oppressions, écologique. C'est sympathique, très sympathique et pas différent du socialisme conçu comme une étape supérieure de la civilisation. Mais souvent pas suffisamment précis : quelles formes d'organisation de la production, de la vie politique, quelles institutions peuvent faire fonctionner ce monde, « un autre monde », meilleur ? Diffuser ces idées d'un monde meilleur est nécessaire, c'est amorcer, mais amorcer seulement, la délégitimation du capitalisme, pour reprendre le titre du dernier ouvrage de François Houtart, que j'ai emprunté à mon tour dans un livre en voie de publication chez *Contradictions*, en Belgique.

Mais il faut aller plus loin. Comment peut-on engager l'humanité dans cette voie ? Je suis de ceux qui pensent qu'on ne peut avancer dans cette direction qu'en créant les conditions pour que des luttes réelles, efficaces, fortes le permettent, par la mise en œuvre de *stratégies politiques* « alternatives », comme on dit, c'est-à-dire anti-impérialistes et anti-capitalistes. Tout le monde ne le voit pas ainsi. J'ai fait référence, dans nos entretiens, à la théorie – utopique au sens plat du terme – de Negri à ce sujet.

Certains altermondialistes pensent que pour avancer il faut construire un – ou des – consensus sur les objectifs, par la convergence des mouvements sur ces objectifs. Oui et non. Oui, pour construire des convergences dans les luttes. Mais attention : l'objectif du consensus (de qui ? des peuples, dira-t-on) est trop ample, trop vaste pour être réaliste. Il peut donc nourrir des illusions « utopiques », au sens banal du terme – impossibles. J'en ai donné un exemple dans ma critique des propositions concernant un autre ordre économique et financier, capitaliste mais meilleur. La caricature de ce genre de propositions a été produite par le rapport de l'Assemblée Générale de l'ONU de juillet 2010, rédigé par le libéral/réactionnaire Stiglitz. Proposer de tels « consensus » – et il y a en de meilleurs que celui rédigé par Stiglitz – impossibles en fait – c'est servir le système, lui permettre de se maintenir en place en alimentant un combat perdu d'avance pour sa « réforme ».

C'est, pour reprendre l'expression juste et forte de Chossudovsky, « fabriquer des oppositions » (« *manufactured dissent* » en anglais) sans danger pour le capital des monopoles.

L'histoire n'avance pas comme ça, par « consensus ». Je t'ai donné un papier (retenu dans ce livre) sur la longue durée, la trajectoire historique du capitalisme. La remise en cause du « système », c'est-à-dire du capitalisme/impérialisme, a déjà un siècle d'histoire derrière elle. Elle s'est amorcée à partir de périphéries engagées dans la libération de leurs peuples de la domination de l'impérialisme. Et combat anti-impérialiste n'est pas synonyme de combat anticapitaliste. Le premier est porteur potentiel possible du second, mais potentiel seulement. L'histoire n'a pas avancé par « consensus global altermondialiste », mais par des ruptures avec la mondialisation impérialiste. Il y a de fortes probabilités qu'elle se poursuivra de la même manière. Alors « altermondialiste » ou « anti-mondialiste » ? Pour construire un « autre monde », il faut d'abord déconstruire le monde en place. Les avancées dans cette direction resteront inégales, partielles, relatives. Elles seront le produit des luttes des peuples, des nations et des Etats, du Sud en particulier.

1

1

### Lucidité et utopie dans les luttes politiques

DMD : Quelque part, dans ton livre « *Sur la crise...* », tu insistes beaucoup sur l'importance de « l'utopie critique » dans la mobilisation contre le système capitaliste, mais également pour jeter les bases de cette longue transition au socialisme. Peux-tu revenir sur cette « utopie critique » et son importance ?

SA : Le terme utopie est, dans le langage courant, dévalué. Il est défini comme synonyme d'impossible. Mais il faut comprendre que ce qui est impossible aujourd'hui peut devenir possible demain. Pensons à l'esclavage. Il paraissait impossible à l'époque romaine d'imaginer l'abolition de l'esclavage. Et c'est devenu possible. Le capitalisme a introduit des transformations qui paraissaient impossibles avant lui, comme la laïcité, la démocratie. L'idée de séparer la religion des pouvoirs d'Etat était impensable dans l'Europe du Moyen Age chrétien, comme dans le monde musulman. C'est devenu possible. Le socialisme, mieux le communisme, qui peut paraître impossible aux yeux de l'opinion vulgaire d'aujourd'hui, deviendra possible, si l'on soutient les avancées révolutionnaires allant dans ce sens.

\* \*  
\*

DMD : Parlons de l'aliénation, qui est au cœur de l'analyse de Marx et de ton

analyse du capitalisme. Tu dis quelque part, également dans ton livre « *Sur la crise...* », que l'émancipation offerte par la perspective communiste est la seule voie vers la libération des aliénations sociales. Est-ce à dire que pour toi, le socialisme, qui est la première phase du communisme, est le seul qui puisse libérer les hommes des aliénations introduites par le capitalisme ?

SA : C'est une question fondamentale, parce qu'il y a deux courants dans la lecture de Marx. Il y a un courant auquel j'appartiens, qui insiste sur le rôle fondamental du concept d'aliénation pour la compréhension des sociétés tant précapitalistes que capitalistes. Mais, il y a aussi un courant qui marginalise l'importance de l'aliénation et analyse le capitalisme comme un système « technique ». Je n'ai

jamais été « althusérien » et je n'ai jamais été convaincu par ses écrits concernant la « coupure » entre un Marx jeune qui conceptualise l'aliénation et le Marx du *Capital* qui aurait abandonné ces divagations de jeunesse. J'ai toujours considéré que cette thèse althusérienne poursuivait l'objectif de légitimer la pratique soviétique. Althusser a cru d'ailleurs bon de renforcer son point de vue par sa théorie de la « surdétermination », qui réduit l'histoire à un développement linéaire déterministe. En plaçant l'accent sur le conflit des logiques propres aux différentes instances de la réalité – l'économie, l'idéologie, le pouvoir –, ma thèse de la « sous-détermination » dans l'histoire prend le contrepied de l'althusérisme. Je te renvoie ici à mon livre *Critique de l'air du temps*.

Pour moi l'aliénation est fondamentale, parce que le capitalisme trouve sa légitimité et les moyens de sa reproduction à travers l'aliénation. Qu'est-ce que l'aliénation ? L'aliénation, c'est du fétichisme. Qu'est-ce que le fétichisme ? Nous sommes Africains et nous savons ce que ça veut dire. Le fétichiste veut dire donner à un objet qu'il fabrique une puissance surnaturelle, qui est, en fait, la création de son imaginaire, qui n'est pas la réalité. L'aliénation consiste à donner à des forces, qui sont le produit de l'action humaine, la nature d'une force surnaturelle. Dans le capitalisme, sa forme est celle de l'aliénation marchande, c'est-à-dire la croyance que le marché commande la reproduction de la société et que ce marché est une force surnaturelle, une force extérieure aux êtres humains, qui s'impose à eux. Exemple vulgaire : quand un Parlement européen se réunit et dit « nous ne pouvons rien, c'est le marché » ! Comme si le marché n'était pas le produit de l'action humaine. En choisissant l'action humaine, transformatrice de la réalité, on se débarrasse de cette aliénation.

Ça c'est l'aliénation fondamentale du capitalisme. Mais Marx parle d'autres choses aussi. Il parle des formes de l'aliénation ou des aliénations antérieures au capitalisme. Elles sont de nature différente, ce sont des aliénations qui légitiment le pouvoir, notamment celui des religions, et leur confère une puissance surnaturelle. Dieu décide de tout. C'est peut-être une caricature de la croyance religieuse, mais cette caricature caractérise largement la pratique sociale des religions.

\* \*  
\*

DMD : Donc, le socialisme pourrait débarrasser véritablement les individus de cette aliénation. Comme on le sait, le capitalisme a créé une culture prétendument « universelle », mais qui est, en fait, fondée sur les valeurs du capitalisme et de la bourgeoisie, et qui est une culture plus ou moins eurocentrique. Est-ce

que le socialisme, lui, pourrait créer une culture, qui serait débarrassée de tout préjugé culturel, ethnique, géographique, ou autre ; une culture débarrassée de toute forme de préjugés, une culture véritablement universelle, qui respecte la dignité de tous les peuples et de toutes les cultures ?

SA : Le capitalisme a amorcé la construction d'une civilisation universelle. Mais en même temps qu'il l'a amorcée, il en a posé les limites et dévoyé le parcours. Parce que les nouvelles valeurs universelles conçues par la philosophie des Lumières – le respect de l'individu, de l'être humain, le concept de la démocratie moderne – ont été associées de facto à l'émergence du capitalisme, du capitalisme réellement existant, c'est-à-dire de l'exploitation du travail (le travailleur jetable) et, de surcroît, du capitalisme impérialiste conquérant des peuples de la périphérie. Cela a créé une distorsion dans ses valeurs.

Pour certains, dire la « culture universelle », c'est dire « culture occidentale ». Je m'érige contre cette réduction. Je dis : ce qui est dominant à l'heure actuelle, ce n'est pas la culture occidentale, c'est la culture du capitalisme. Mais ce n'est pas la culture du capitalisme in abstracto, c'est la culture du capitalisme réellement existant, c'est-à-dire du capitalisme qui a émergé dans l'Occident européen et qui s'est imposé à travers la conquête du reste du monde.

C'est la raison pour laquelle je parle des voies au socialisme, au pluriel, ou des avancées socialistes, au pluriel. Ces avancées sont le produit de luttes pour la transformation qui se déploient dans le monde entier, pas seulement dans l'Occident développé. Elles sont de ce fait façonnées par la diversité des cultures politiques des pays de la périphérie et du centre, par la diversité des défis immédiats.

DMD : Toujours, dans ton livre sur la crise, tu parles de « l'importance de la lucidité », comme philosophie dans l'action de transformation des sociétés. En faisant surtout allusion aux idées introduites par les philosophes des Lumières en Europe. Peux-tu revenir un peu sur ce le concept de lucidité et de son importance ?

SA : La lucidité est une exigence, mais sa mise en œuvre est toujours difficile et ses résultats relatifs. La lucidité absolue est un absolu métaphysique. L'effort de rationalisation, de compréhension, de libération des aliénations est un effort permanent de chacun, et de tous. Être toujours rigoureux et exigeant dans les analyses des problèmes, imaginer des stratégies efficaces, supputer les résultats qu'elles peuvent donner, corriger. Mais rien de plus n'est possible. Le savoir réel est l'antithèse de l'absolu métaphysique. La lucidité exclut l'exégèse des textes, même de ceux que nous offrent les plus grands penseurs, comme Marx. La formulation forte et sobre de Gramsci – pessimisme de la raison, optimisme de la volonté – donne la meilleure définition de la lucidité.